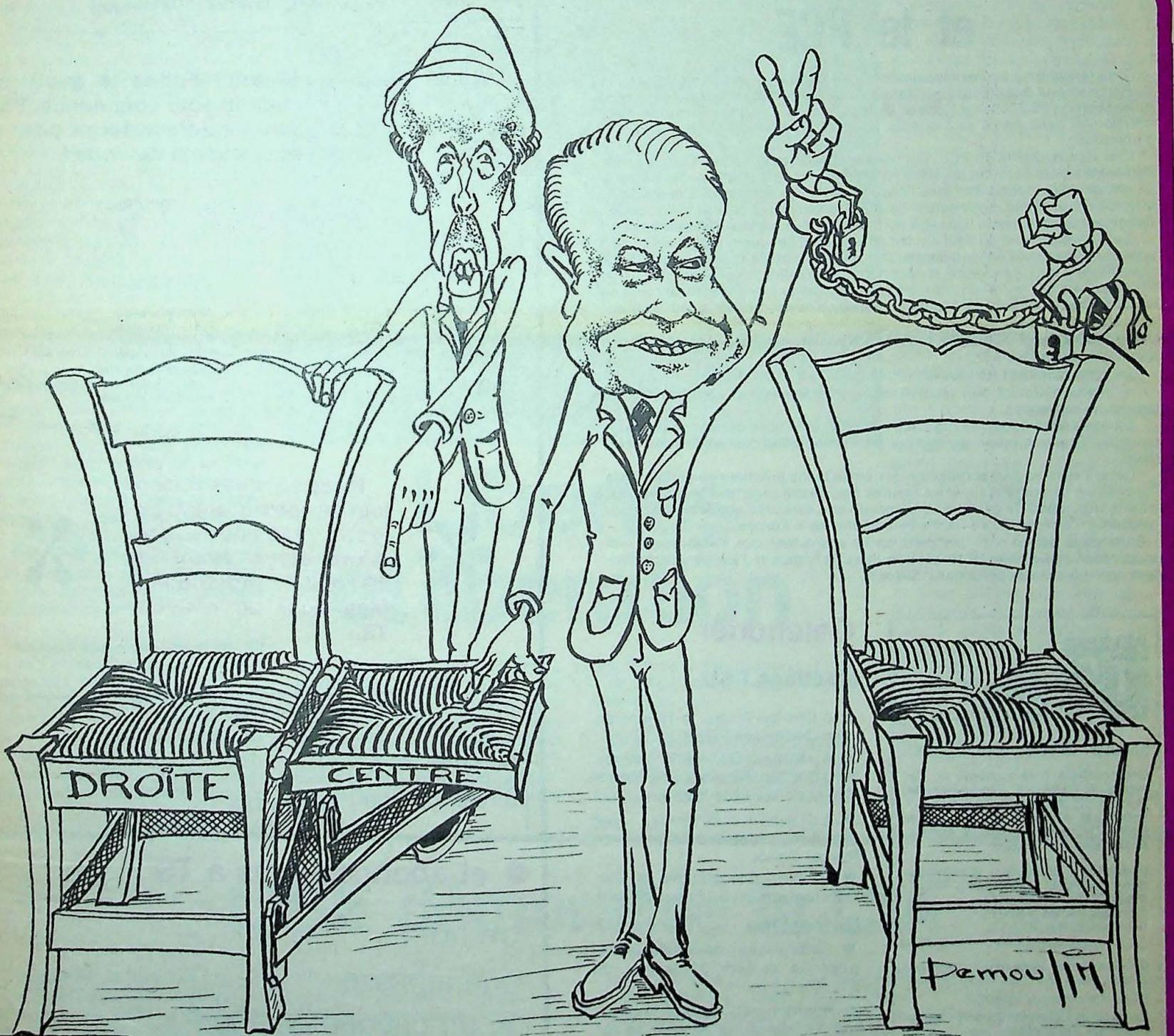


n° 686 du 17 au 24 janvier 1976 - 3,50 F
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune

socialiste



à droite, droite!

SOMMAIRE

POLITIQUE

Les oubliettes du PCF P. 4
A quoi joue Defferre ? P. 4

SOCIAL :

Les raisins de la colère P. 5
1976 fin des contrats salariaux bidons P. 6
Imprimerie : nouvelles perspectives P. 7

ARMEE :

Pour la libération des emprisonnés P. 8 et 9

INTERNATIONAL :

La Chine sans Chou P. 11
Liban un pays déchiré P. 11
Italie : le pouvoir en question P. 12 et 13
Angola : la seconde guerre de libération P. 14

CULTURE

L'arménoche : la fermeture d'un monde P. 15
SOS poésie P. 15

Rencontre entre le PSU et le PCE

Une rencontre a eu lieu récemment au siège du PSU, entre une délégation du Parti communiste d'Espagne (Manuel Azcarate et Frederico Melchor), et une délégation du PSU (Michel Mousel, Victor Leduc, et Christian Guerche), qui a permis aux deux partis de procéder à un ample échange d'informations et d'opinions.

Les représentants du PCE, ont commenté quelques uns des aspects fondamentaux de la situation politique en Espagne, et de la politique de leur parti. Ils ont en même temps souligné l'importance qu'ils accordent à la solidarité internationale et à la mobilisation qu'elle suppose, pour obtenir la liquidation définitive du fascisme en Espagne, au travers de la « rupture démocratique ».

Les représentants du PSU ont fait connaître et ont commenté la résolution adoptée à l'unanimité par son dernier Conseil national (22 / 23 novembre 1975), qui affirme la pleine solidarité de leur parti. Cette solidarité — réaffirmée par le PSU au cours de l'entretien entre les deux délégations — à l'égard de l'ensemble des forces ouvrières et populaires espagnoles est centrée aujourd'hui sur les objectifs suivants :

- libération immédiate de tous les prisonniers politiques, et retour libre à leur pays des exilés,
- rétablissement de tous les droits politiques et syndicaux,
- démantèlement de l'appareil répressif franquiste et abrogation de la législation répressive.

La liquidation totale du régime dictatorial, et le libre développement des peuples d'Espagne, passe aujourd'hui, par l'instauration d'un régime démocratique.

Cette « rupture démocratique » devient la tâche première du peuple et de l'opposition démocratique, et en premier lieu de ses organisations ouvrières. Mais la réalisation de cette rupture appelle une solidarité active de la part du mouvement ouvrier et des forces démocratiques d'Europe.

Dans cette perspective, les deux partis souhaitent que s'établissent une coopération active entre les forces populaire de France et d'Espagne, et entendent quant à eux coopérer dans ce sens.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMEN

Ont collaboré à ce numéro : M. Camouis - C. Carlier - F. Desmoulins - M. Guillien - J. Jullien - R. Lanarcho - V. Leduc - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - J.Y. Romo - Y. Sparfel - A. Tlemcen - F. Turquan.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F.

Calendrier

Meetings PSU

- A Choisy-Thiais, le 16 janvier, avec Geneviève Petiot.
- A Marly-le-Roi, le 17 janvier, avec Bernard Ravenel, et à Thionville avec Maurice Najman.
- A Rouen, le 20 janvier, avec Claude Bourdet, et à Amiens avec Pascal Gollet.
- Meeting des grandes écoles, le 21 janvier, avec Michel Mousel.

Entreprise

- Commission nationale entreprise, le samedi 31 janvier de 9 h 30 à 18 h.
- Réunion nationale de la branche Transport, le samedi 14 février. Ces réunions auront lieu 9, rue Borromée.

Télévision

Le lundi 19, janvier, sur Antenne 2 à 18 h, film des paysans du Larzac (prix spécial du jury - Thonon 1975).



Notre trésorier dépérit ! Faites le geste qui sauve !!! Une bonne action pour commencer l'année !!!!! Pour le sourire du trésorier et pour un nouveau TS, nous avons besoin de vous !

Soutien TS

Ils l'ont compris :

— Section Sablé sur Sarthe	150 F	— M.P. - Montigny	50 F
— M.F. - Montélimar	100 F	— C.P.	50 F
— Section de Bourg-en-Bresse	300 F	— Anonyme Nantes	100 F
— R.P. - La Charité-sur-Loire	50 F	— P.A. - Grenoble	300 F
— Section Annonay	200 F	— P.L. - Grenoble	100 F
— Section de Flers de l'Orne	700 F	— G.F. - Grenoble	50 F
— Section de Creil	310 F	— Section de Plennes	30 F
		— Section Saint-Mandé Vincennes	300 F
		— Animateur Moselle	200 F
		TOTAL	47 400,45 F

Nous sommes encore loin de notre premier objectif, 150 000 F, première étape avant les 500 000 F indispensables pour un nouveau TS.

UNE AUTRE FAÇON DE SOUTENIR TS :

NOM :
Adresse :
Somme versée
à l'ordre du PSU « Soutien TS »
CCP - Paris 14020 44

● et abonnez-vous à TS...

Un nom :
une adresse :
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois 60 F - soutien 150 F)

TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65

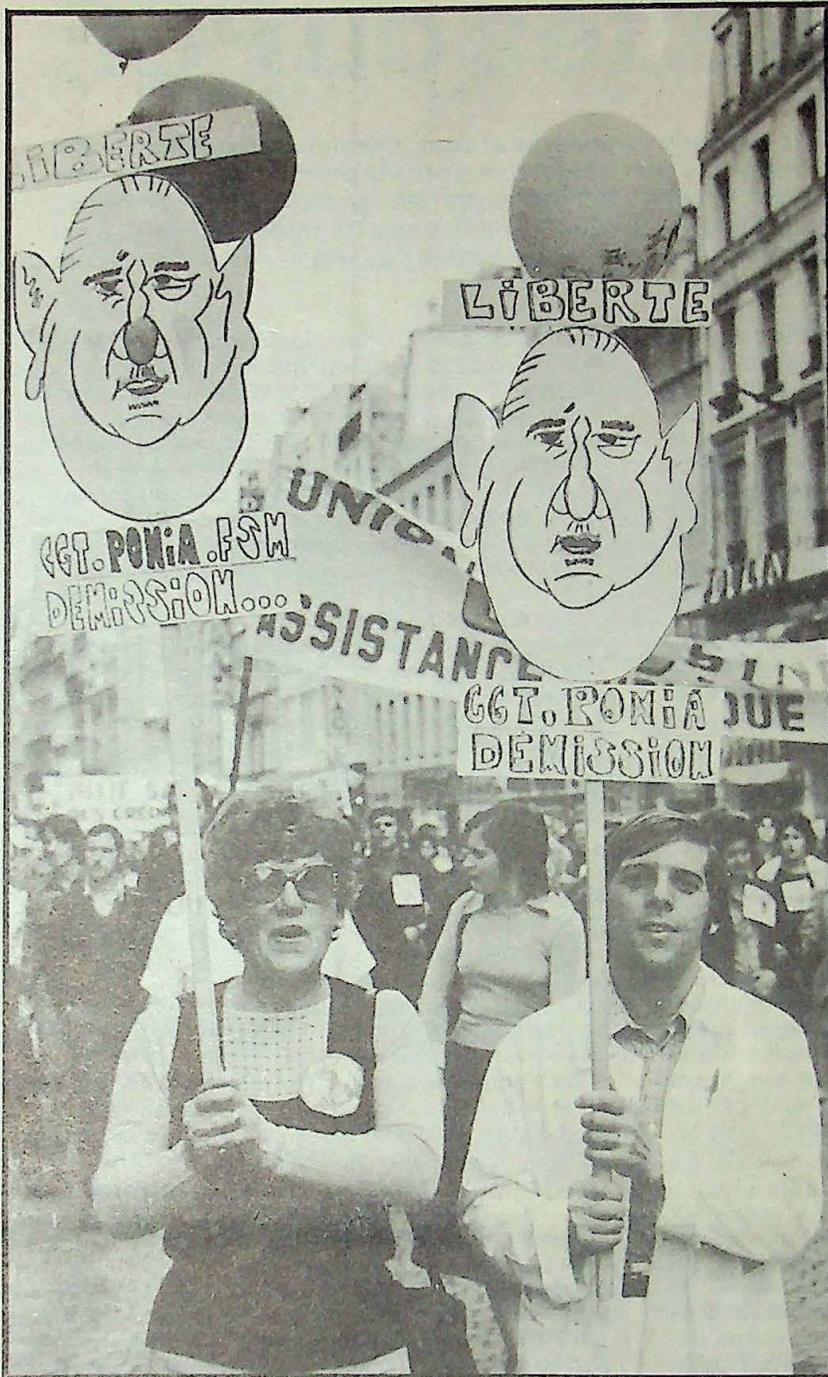


La liberté coule de nouveau à pleins bords. Après le PCF et son document *Vivre libres*, après le dépôt d'une proposition des socialistes et des radicaux de gauche, la majorité gouvernementale a élaboré hâtivement un texte intitulé « De la liberté », signé des quatre prestigieux partisans de la liberté que sont MM. Foyer, Chiraud, Labbé et Lejeune. Le tout est porté devant une « commission spéciale » de l'Assemblée nationale pour aboutir à un projet de loi.

Les raisons pour lesquelles le débat politique se concentre aujourd'hui autour de ce problème sont diverses. Il y a d'abord une situation de fait. L'exigence de liberté croît à mesure que se font plus pesantes les contraintes d'une société de plus en plus bureaucratisée, d'un capitalisme qui étend son emprise sur toutes les sphères de l'activité humaine, d'un Etat omnipotent. Dans la revendication de liberté, s'exprime à la fois la résistance à l'exploitation économique, à l'oppression étatique, à l'aliénation que tous éprouvent dans leur existence sociale et dans leur vie quotidienne.

Mais, de cette aspiration profonde, les forces politiques font un usage très calculé. Le parti communiste français a pris le premier l'offensive. Il en avait sérieusement besoin pour améliorer son image de marque. Etroitement associé, de son propre fait, à un système politique où les libertés aussi bien formelles que réelles sont absentes, il met les bouchées doubles pour essayer de rattraper un retard de plus de vingt ans. La mort de Staline, les révélations apportées par Krouchtchev auraient pu être l'occasion d'un « tournant » démocratique, occasion saisie par le parti communiste italien et le parti communiste espagnol, mais que lui-même a manqué. Ajoutons que, pour être réellement convaincant, le ralliement du PCF à une conception démocratique du socialisme doit d'abord s'exprimer dans sa propre pratique interne et externe.

Le parti socialiste, lui, s'est, de tradition, enveloppé dans le drapeau des libertés. Il a, de ce point de vue, une sérieuse avance sur ses concurrents de gauche. Mais si l'on regarde d'un peu plus près ce qui se cache sous ce drapeau, on ne trouve pas toujours des réalités édifiantes. Pierre Juquin,



Libertés et libération

dans *France-Nouvelle*, rappelle aimablement à ses partenaires socialistes et radicaux que « lorsqu'ils siégèrent au gouvernement, ils ne firent pas preuve d'une vertu particulière à l'égard de la liberté ». Et de citer un certain nombre d'exemples, tels que

les camps d'internement administratif en 1939-1940, les guerres coloniales, etc.

Quant aux hommes du pouvoir, leur « charte » est restrictive par rapport même aux libertés actuelles puisqu'elle s'attaque au droit

de grève, au droit de manifestation, aggrave la censure, accroît les pouvoirs de la police et des préfets, etc.

Qu'y-a-t-il à attendre de ce débat en dehors des grandes manœuvres pré-électorales dont il sera le prétexte ? Nous ne nous faisons guère d'illusions à ce sujet. Mais nous y voyons l'occasion de reposer avec force un certain nombre d'exigences et de problèmes. D'abord de réclamer la libération immédiate des militants encore emprisonnés, la levée des inculpations et la cessation des poursuites, la suppression des juridictions d'exception comme la Cour de sûreté de l'Etat et les tribunaux permanents des forces armées. Ces libérations et ces revendications, nous savons qu'il nous faudra lutter pour les faire aboutir. Les journées d'action qu'organise le comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés, les 16, 17 et 18 janvier, sont une étape importante de ce combat, de même que les manifestations nationales qui suivront. Mais ce sont toutes les forces populaires qu'il faut entraîner dans cette bataille. Les partis de gauche ne sauraient se contenter à ce sujet d'une « démarche », pas plus qu'ils ne sauraient exclure, sans rendre dérisoire leur initiative, notre parti directement concerné et dont, comme l'a dit la CFDT, « la présence est indispensable ».

On mesure, avec le problème concret des emprisonnés et inculpés pour « entreprise de démoralisation de l'armée », avec celui de la Cour de sûreté de l'Etat, à quel point la question des libertés est liée à celle de l'Etat, à celle du pouvoir de la bourgeoisie. A travers la répression contre ceux qui menacent ce pouvoir, la classe dominante défend sa liberté d'exploiter la force de travail, une liberté que nous ne voyons clairement dénoncée dans aucun des projets de la gauche. Nous ne faisons fi d'aucune des libertés qui peuvent aider la classe ouvrière dans son combat et nous luttons pour leur développement. Mais nous affirmons que la garantie véritable d'un épanouissement de la liberté et des libertés réside dans la libération des travailleurs, c'est-à-dire dans l'exercice de leur propre pouvoir à tous les niveaux de la vie sociale.

Victor LEDUC ■

LIBE démoralise la CIA

« Déshabiller la CIA », c'est ce que viennent de faire, selon leur propre expression, nos camarades de *Libération* en prenant le risque de publier les noms, adresses et numéros de téléphone des maîtres-espions américains en poste à Paris. Bravo et merci à *Libération*. Il a rendu public ce qui était caché. Il a surtout permis à l'opinion publique de savoir que nous sommes espionnés par les agents américains. Il a obligé chacun à se dévoiler : ainsi, M. Edouard Sablier, commentateur de *France-Inter*, anticommuniste primaire qui réclame à *Libé* la liste des agents du KGB ; ainsi *Le Figaro* qui tente de minimiser l'événement en disant que ces agents seraient déjà brûlés et que *Libé* ferait ainsi le jeu d'une « nouvelle CIA », mais admet que la CIA a souvent fait de la provocation. (Cet « honorable » journal ne mentionne évidemment pas le

Chili comme un des hauts faits provocateurs de la CIA, mais des groupes gauchistes « naïfs » et manipulés.

L'affaire peut aller plus loin puisque Sanguinetti, secrétaire général-adjoint de l'UDR, demande qu'on pourchasse les agents d'espionnage de quelque puissance que ce soit pour garantir l'indépendance nationale. Il demande même à Poniatowski de s'y mettre. Ça n'a pas l'air d'être le cas puisque Ponia a transmis aux Américains l'information que *Libé* allait publier les noms des agents de la CIA. S'il y a des règlements de comptes au sein de la CIA et aux Etats-Unis contre une certaine politique impérialiste, cette affaire révèle qu'il y en a aussi dans la majorité entre les pro et les anti-atlantistes... Ça va faire des vagues.

Yves SPARFEL ■

Les oublies du PCF

L'absence de toute référence à la dictature du prolétariat dans le projet de résolution du 22e congrès du PCF n'avait guère frappé les commentateurs de la vie politique française. Elle a, par contre, suscité de vives réactions et un débat parmi les communistes eux-mêmes. Ceux qui la justifiaient se sont vus apporter la caution publique de Georges Marchais : c'est cette dernière péripétie — importante, il est vrai — qui a attiré l'attention des observateurs politiques.

✠ Dans les milieux socialistes ou démocratiques de gauche, cette omission a été jugée largement positive. Elle a été mise en relation avec les récentes prises de position de la direction du PCF sur les délits d'opinion en URSS. Dans ces milieux, le terme de dictature du prolétariat représente non pas un concept marxiste, définissant la forme de l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière, mais la réalité historique du stalinisme, c'est-à-dire un régime de terreur et d'oppression. Et cette interprétation n'a pu qu'être renforcée par la réaction de certains militants communistes de stricte tradition stalinienne, exprimant à la fois leur inquiétude quant à la suppression d'une formule sacrée, et leur réserve à propos de l'étendue des libertés dans la période de transition, telle que la définissait le projet du texte du comité central.

Tous les militants du PCF qui se sont exprimés pour le maintien de la référence à la dictature du prolétariat ne développent pas cette argumentation : plusieurs d'entre eux expriment simplement leur crainte de voir leur parti abandonner la « voie révolutionnaire » au profit d'une stratégie néo-réformiste.

Cette crainte est justifiée : mais ce qui la fonde ne date pas d'aujourd'hui. Dès 1946, dans une interview fameuse accordée au *Times*, Maurice Thorez déclarait que « les progrès de la démocratie à travers le monde... permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes ». Depuis que le PCF s'est affirmé comme « parti de gouvernement », la dictature du prolétariat s'est vue ravalée au rang de formule officielle, sans rapport avec l'activité et la propagande quotidienne du parti. Selon l'analyse marxiste, c'est le capital, la bourgeoisie prise dans son ensemble, qui constituent l'ennemi de classe que la dictature du prolétariat doit permettre de réduire d'après la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat : l'ennemi irréductible de la classe ouvrière se trouve aujourd'hui réduit à une « oligarchie financière restreinte », à une poignée d'exploiteurs qu'il suffira d'éliminer, en lui confisquant le contrôle de l'appareil d'Etat, pour créer les conditions politiques du passage au socialisme. Les couches supérieures du salariat, les petits et moyens capitalistes ont leur place dans « l'union du peuple de France », vaste alliance de classes définie autour du prolétariat.

Le Manifeste de Champigny, adopté en 1968 par le PCF, définissait une stratégie de conquête pacifique du pouvoir : mais alors que la démocratie avancée apparaissait à l'époque comme une étape sur le chemin de la dictature du prolétariat, elle constitue aujourd'hui le cadre même dans lequel pourra être mise en œuvre la transition au socialisme. La suppression de la notion de rupture, de changement qualitatif aboutit à une stratégie gradualiste à caractère néo-réformiste.

Cette stratégie prévoit la réalisation et le respect des règles de la démocratie bourgeoise. Dans sa définition, on retrouve les thèses défendues il y a cinquante ans par certains réformistes authentiques — qu'il ne faut pas confondre avec nos actuels social-démocrates — suivant lesquelles les révolutions bourgeoises, en instituant des régimes « démocratiques », ont créé les conditions de la suppression du capitalisme : les mécanismes démocratiques créés par la bourgeoisie, mais dont celle-ci bloque le bon fonctionnement pour perpétuer sa domination, peuvent être utilisés par la classe ouvrière pour atteindre la démocratie sociale et économique, et, à terme, le socialisme. Ironie de l'histoire, où l'on voit Georges Marchais reprendre certaines théories de Max Adler, socialiste autrichien étiqueté comme social-fasciste par les communistes en 1929-1931...

En s'engageant dans cette voie, le PCF ne pouvait qu'escamoter la dictature du prolétariat. En défendant contre vents et marées, pendant des décennies, cette caricature monstrueuse de la « dictature » du prolétariat qui était censée régner en URSS, le PCF a donné de ce concept une image répulsive, y compris aux yeux de nombreux travailleurs.

La dictature du prolétariat, c'est-à-dire ce qui était pour Marx, Lénine ou Rosa Luxemburg, la forme supérieure de la démocratie ouvrière, s'est trouvée assimilée à un régime de terreur bureaucratique.

Cette image correspondait mal avec celle du « parti des libertés » et de l'approfondissement de la démocratie. Elle a donc été mise de côté, « en réserve de l'idéologie » : non pas répudiée, bien sûr, puisqu'elle fait partie de l'héritage du PCF. Quelle belle relique cela va faire.

François TURQUAN ■

A quoi joue Defferre ?

◆ En retirant leur délégation aux adjoints giscardiens, le maire de Marseille prendrait-il un virage à gauche ?

Il semble plutôt que cette opération corresponde en premier lieu à des intérêts électoraux. Une véritable rupture avec la droite à Marseille n'a de sens et d'intérêt que si elle reflète un changement concret d'orientation. Or la politique menée actuellement par la municipalité ne semble pas en être l'amorce : augmentation des impôts locaux, hausse du prix des transports en commun, urbanisation au service des promoteurs et des industriels, tourisme de luxe, absence d'équipements sociaux dans les quartiers nord qui votent mal (communiste), récemment, refus d'accorder une salle municipale à l'UD-CFDT et au collectif pour la libération des soldats et militants emprisonnés, alors que quelques semaines auparavant Bigeard était reçu à Marseille.

Il est évident que l'échéance des élections municipales de 1977 a joué dans l'affaire. Compte tenu de la signification de classe que vont prendre ces élections, Defferre ne pouvait renouveler une alliance à droite qui dure depuis 1953, sans risquer une crise au sein du PS local et surtout national. Après ce nettoyage de surface, Defferre espère-t-il mordre sur l'électorat communiste ?

Mais des intérêts plus importants sont en jeu : pendant qu'on retire leur poste aux adjoints giscardiens, après Giscard, les ministres se succèdent à la mairie de Marseille.

Mais des intérêts plus importants sont en jeu : pendant qu'on retire leur poste aux adjoints giscardiens, après Giscard, les ministres se succèdent à la mairie de Marseille : Dijoud, Soissons, Stirn, etc.

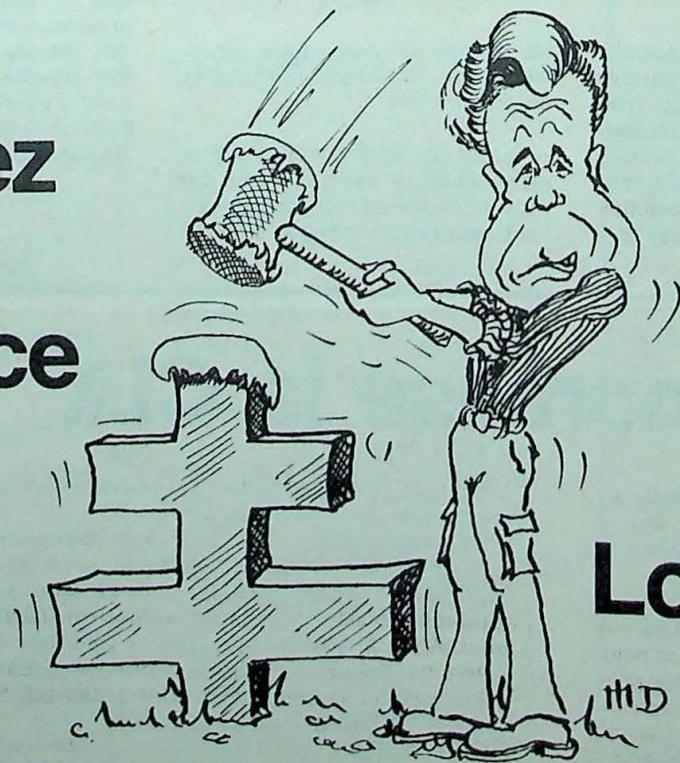
Le langage de gauche ne peut cacher la réalité d'une gestion municipale qui cherche à faire de Marseille le siège social de toute une série d'industries et d'activités commerciales dominées par des firmes multinationales qui se soucient peu de l'avenir de la région (86 000 chômeurs en Provence-Côte d'Azur). La restructuration du centre de la ville (centre directionnel, centre mondial de commerce international) est destinée à faire de Marseille la terre d'accueil administrative de ces firmes.

Pour plus de facilité il faut que Marseille, sous la houlette du très socialiste Defferre, affirme son leadership sur la région, le complexe de Fos n'étant que la succursale industrielle. C'est ici que les objectifs du pouvoir giscardien et des notables « socialistes » se rencontrent : on assiste actuellement à la mise en place par Defferre, avec la bénédiction de la DATAR, d'une « région urbaine » destinée à chapeauter toute la politique d'aménagement et d'équipement de l'ensemble Arles-Fos-Marseille.

Quels détours pour un virage à gauche ?

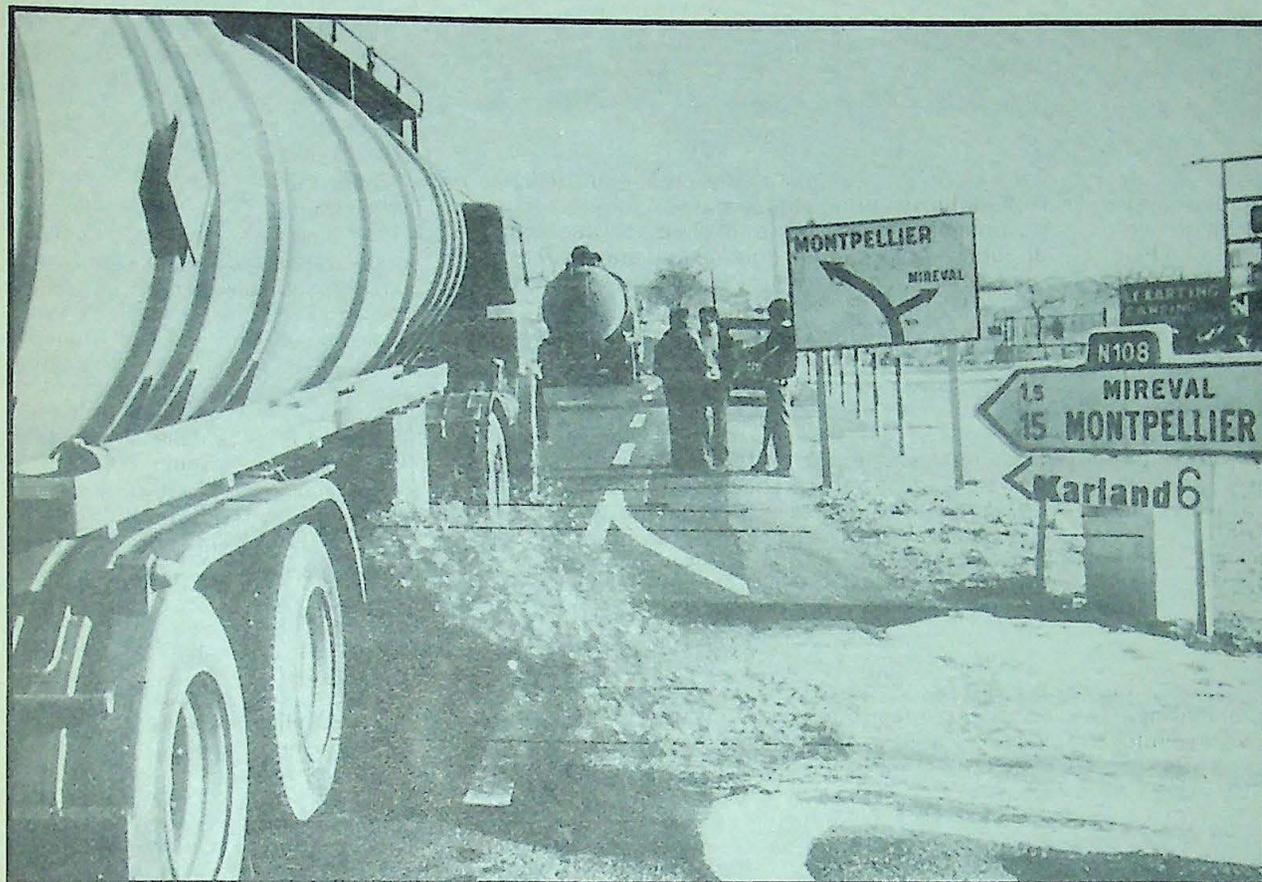
Correspondant ■

Vous n'aurez pas l'Alsace



et la Lorraine

Les raisins de la colère



La colère verte déferle maintenant du sud au nord du pays, à la suite de l'insatisfaction générale des paysans auxquels la commission européenne refuse les augmentations de prix de leurs produits (voir TS n° 684).

Les organisations FNSEA et MODEF semblent vouloir canaliser le mouvement de révolte général en prenant l'initiative des rassemblements, manifestations, et revendications : elles demandent une revalorisation de 20 % des prix agricoles, compensée par la suppression de la TVA à la consommation, et une politique protectionniste contre les importations étrangères.

Le MODEF a lancé seul cette vaste campagne : il l'a proposée à la FNSEA, a envoyé des lettres à tous les organismes départementaux, pour suggérer l'idée d'une « offensive tout azimut » qui devrait « rassembler dans un vaste front commun » tous les producteurs de la droite à la gauche pour défendre leurs intérêts.

Etrange langage pour une organisation comme le MODEF, qui peut recevoir un large écho dans les milieux agricoles, influencés par la FNSEA, et insatisfaits par le manque de résultats de son action auprès des pouvoirs publics.

Pour justifier cette nouvelle ligne d'action, le MODEF s'appuie sur l'exemple des CRAV (comités régionaux d'action viticole) qui ont su faire l'unanimité des viticulteurs du Midi sur des revendications bien précises et sur les formes de lutte pour les faire aboutir...

Le PSU ne peut soutenir cette lutte dans un vaste front unitaire que s'il est basé sur la défense des plus exploités, sur la nécessité d'abattre l'organisation capitaliste de l'agriculture, sur l'émergence des formes de luttes nettement anti-

capitalistes, élaborées à la base et dans l'unité populaire.

Pour prendre la lutte des viticulteurs en exemple, il est une question sur laquelle nous aimerions bien que le MODEF et la FNSEA prennent position : c'est la campagne d'autoréduction des impôts, lancée par le CRAV de l'Aude, du Gard et suivie avec enthousiasme et sous contrôle populaire dans ces deux départements. Les viticulteurs se sont réunis dans leurs coopératives, avec leurs feuilles d'impôts, leurs déclarations de revenus, le montant de leurs emprunts, de leurs cotisations à la Mutualité : chacun a exposé sa situation, ensemble ils ont contrôlé l'exactitude et établi le bilan de leurs revenus en 1974, vu ce qui avait été négocié par les coopératives. Dans le Gard, certains ont estimé que ceux qui avaient eu des revenus devaient payer quelque chose, mais ils ont écrit au percepteur qu'une certaine quantité de vin, évaluée à tel prix, était à la disposition de l'agent du trésor public pour règlement de cette dette. Ailleurs, c'est collectivement qu'il a été décidé de suspendre le paiement des cotisations à la Mutualité et les remboursements au Crédit agricole.

Quant à nous, il y a déjà longtemps que nous avons souligné tous les axes de lutte anticapitalistes, unifiant ouvriers et paysans : moratoires des dettes au Crédit agricole, des impôts, rémunération de la force de travail en fixant pour le vin, comme pour les autres produits, un prix garanti pour un quantum de production, c'est-à-dire un prix garanti pour une quantité fixée et une qualité définie suivant le

nombre de travailleurs de l'exploitation. Nos camarades viticulteurs proposent de limiter également le nombre d'hectares par travailleur.

Ceci a au moins le mérite de garantir la vente d'une production limitée par les exploitants eux-

mêmes, et de garantir une remise à l'ordre du jour de la qualité pour les consommateurs.

Nous demandons aussi que chaque région reste maîtresse de ses productions spécifiques afin qu'occitans, corses ou bretons, nos jeunes agriculteurs puissent « rester vivre au pays » et y exercer leur métier.

Ces revendications sont mises en avant par les CRAV, les Paysans-travailleurs, les mouvements de minorités nationales : elles ne sont pas toutes prises en charge au même titre par toutes les organisations partie prenante de l'action unie, mais elles ont le mérite d'opérer le clivage de classe et de souder ceux qui ont le même intérêt au changement de société.

Comme le mouvement de masse des soldats à l'armée qui a réuni sur un objectif de droits démocratiques, de droits de citoyens, un grand nombre de soldats d'horizons différents et qui suscite dans la nation une mobilisation populaire contre la répression, les viticulteurs montrent la voie aux autres paysans exploités.

Nous pensons que notre rôle, le rôle des organisations anticapitalistes est de soutenir leur action et les formes de lutte qui favorisent la construction de cette unité. C'est ainsi que les travailleurs pourront s'attaquer à toutes les formes de l'exploitation capitaliste, — qu'elles s'appellent négoce, crédit, spéculation foncière, — responsables de la situation générale des agriculteurs.

Maguy GUILLIEN ■

**LES MOUVEMENTS
D'EMANCIPATION
NATIONALE / A. NIN**

**Vient
De
Paraître
Aux
Editions
Syros**

SYROS



Ce livre du dirigeant du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) d'Espagne, Andres Nin, rédigé en 1939, traite de la problématique marxiste des relations entre le mouvement ouvrier et les mouvements nationaux (ou des minorités nationales). TS y reviendra plus longuement. A lire absolument.

Prix 24 F — Commandes groupées à partir de 5 exemplaires : 18 F x 5 = 90 F. Chèques à l'ordre des Ed. Syros, 9, rue Borromée 75015 CCP 1970628.

1976, fin des contrats salariaux

1976 ! C'est la SNCF qui a donné le coup d'envoi aux négociations salariales du secteur public et nationalisé le 8 janvier, suivie le 12 par la fonction publique, le 16 par la RATP. Le 26 ce sera le tour des Charbonnages de France.

□ Ce n'est pas un hasard si la SNCF s'est retrouvée en première ligne : du fait des mauvais résultats de la société nationale en 1975 (près de 2 milliards de déficit) dus à la récession de près de 20 % du trafic marchandises, conséquence de la crise économique, et aussi à la sous-tarifcation de ce même trafic marchandises dont les principaux bénéficiaires sont d'ailleurs les grands trusts, le gouvernement a donc entamé, par direction interposée, les négociations par un maillon qu'il espérait faible et en plus mauvaise posture pour revendiquer.

Pour le moment, la direction de l'entreprise s'est bornée à enregistrer les revendications de toutes les organisations syndicales pour tâter la température, en remettant ses propositions de réponse au 26 janvier, à une date où l'ensemble des négociations de salaire pour 1976 du secteur public et nationalisé aura commencé. Les directions patronales et le gouvernement auront ainsi la possibilité d'apprécier la cohésion des revendications entre les diverses entreprises et administrations, en même temps que celle des organisations syndicales.

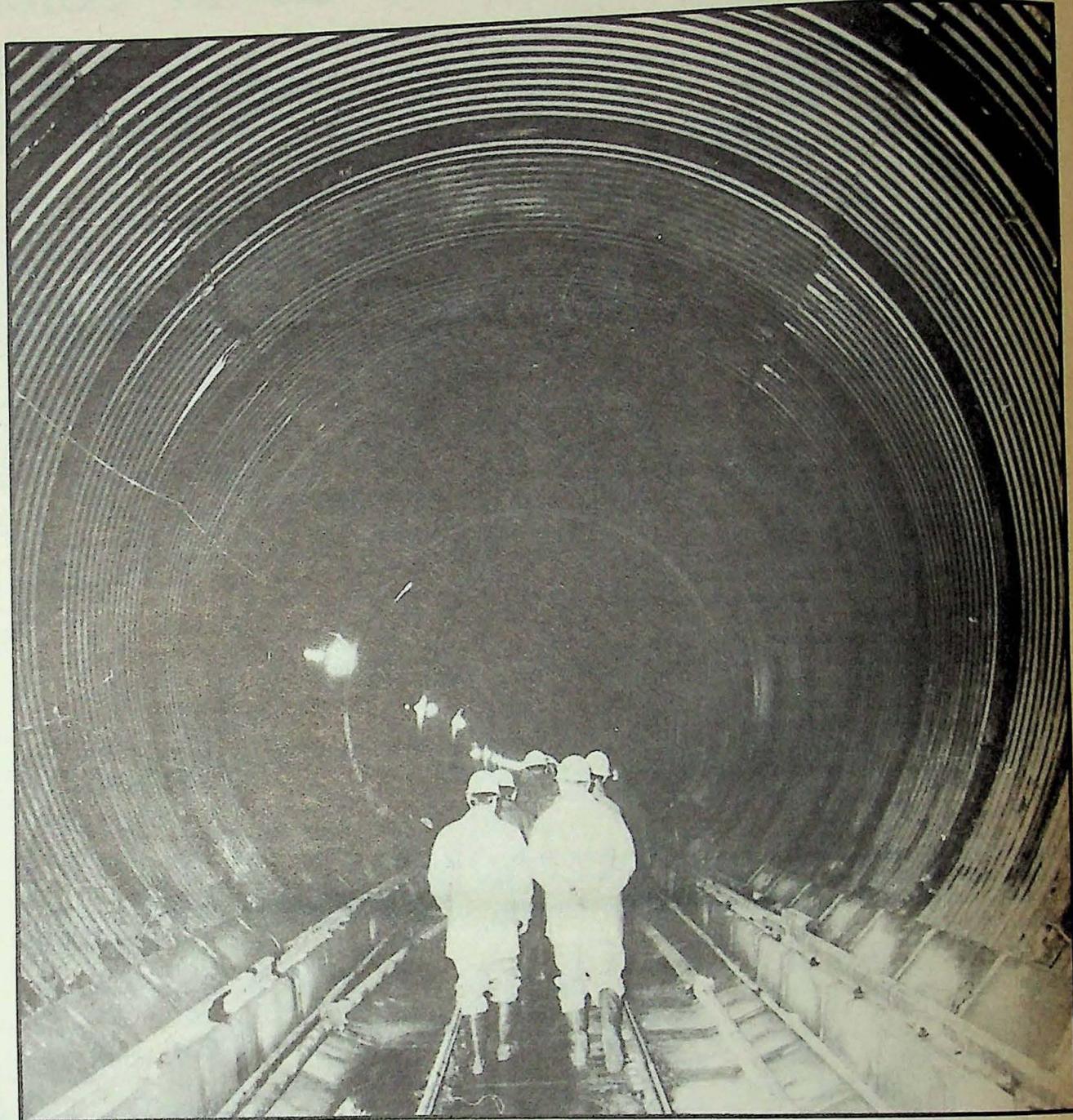
Vers un puissant mouvement revendicatif

Contrairement aux années précédentes, il semble, au moins à la SNCF, que la CGT et la CFDT tirent les conclusions des accords passés. En effet, ces deux organisations syndicales se rendent compte, enfin, que, par leur participation tout au long des négociations, elles contribuaient à améliorer le contenu des accords pour, finalement, ne pas le signer et laisser le bénéfice d'une attitude « positive » aux seules organisations signataires.

En bref

● Durafour : le videur

Durafour a sa manière bien à lui de présenter ses bons vœux aux travailleurs. Il vient d'autoriser le licenciement de M. Mandrille, délégué syndical CFDT du CREAI (Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptée) de Marseille : ce licenciement, qualifié d'« économique » au nom d'une compression budgétaire par Poinso-Chapuis (ex-ministre MRP de la Santé) qui l'exigeait, fut refusé par l'inspection du travail. Monsieur Durafour, lui, a voulu faire l'économie d'un délégué syndical. La CFDT-Santé se bat pour le faire réintégrer.



De plus, les années précédentes, la mobilisation des travailleurs, pendant la période de négociation, était quasiment nulle. On se bornait à demander leur avis aux travailleurs en fin de course, alors que l'absence de mobilisation rendait le refus de signature assez dérisoire et inefficace. CGT et CFDT s'orientent cette année vers une autre tactique. Si les désaccords entre leurs positions et celles de la direction se révèlent importants, elles pousseront à la mise en action

des travailleurs, de façon à ce que, si négociation il y a, les acquis éventuels soient le fruit de la lutte et apparaissent bien comme tels, et non comme de laborieux compromis au sommet, dans le quasi désintérêt des travailleurs.

Cette tactique, si elle est mise en œuvre, constaterait finalement l'échec des accords de salaire modèle Chaban-Delmas, modifiés Chirac. Le désamorçage des revendications que constitue depuis six ans ce type de négociations « à froid » serait enfin dé-

noncé. Les « signataires » professionnels seraient aussi mis à l'épreuve et contraints de se situer clairement devant les travailleurs.

La mise en cause de l'indice des prix INSEE

D'entrée de jeu sur le plan national, comme à la SNCF, CGT et CFDT, suivies d'ailleurs chez les

Henri Astic, lui, avait été abusivement licencié en 1973 des établissements ETIT à Tournon (26). Il était délégué syndical CFDT. Réintégré par décision de justice après 1044 jours de chômage le 26 décembre, il est licencié pour une « faute professionnelle », inventée le 2 janvier par la direction.

Une petite comparaison : le patron-flingueur de Villers-Cotterets (qui avait tiré sur les grévistes) condamné à un an de prison dont quatre mois fermes, vient de bénéficier d'un régime de semi-liberté.

● Peugeot : ça continue

Il y a d'autres patrons qui n'aiment pas les syndicalistes : ceux de Peugeot. Dans leur usine d'Argenteuil (Quillery),

ils ont licencié 22 militants CGT dont 5 délégués. La raison : « faute grave ». Cette faute ? Avoir occupé les locaux en décembre dernier ; les flics les avait expulsés. Peugeot veut aujourd'hui les expulser définitivement, probablement au nom de sa conception milicienne de la justice « sociale ». Le PSU s'est associé à l'action de toutes les organisations syndicales et politiques qui veulent faire échec à cette attaque contre le droit de grève. Une manifestation a eu lieu mardi dernier.

● Euromarché : la race des licenciés

Là aussi, la direction n'aime pas les responsables syndicaux. Sous prétexte d'absence non justifiée (il participait à

un stage syndical autorisé), Hippolyte Lalys a été licencié le 16 décembre. Euromarché se manifeste ainsi comme une nouvelle race de magasins qui licencie abusivement. Les délégués FO, qui n'aiment pas la concurrence CFDT, ont voté avec la direction. Le 19 décembre, le magasin était occupé par les travailleurs. La direction appelait les flics. Depuis cette date, les actions de protestation des organisations ouvrières (rassemblement devant le magasin) se sont multipliées. Euromarché chasse un militant CFDT mais il perd des clients. Qui va à la chasse...

● SAGEP : on liquide

La SAGEP (Société d'application générale de peinture) se liquéfie. Elle em-

bidons ?

cheminots par l'ensemble des organisations syndicales, ont remis en cause l'indice des prix INSEE qui sert de mesure de l'évolution du coût de la vie dans les contrats de salaire. En effet, l'écart entre cet indice officiel et celui de la CGT par exemple est monté à plus de 4 points en 1975... Pour une augmentation de prix de 9,9 % enregistrée en 1975 par l'indice INSEE, l'indice CGT a vu une augmentation de 14,2 %, celui de la CFDT de 13,5 %, celui de FO de 12,5 %.. Si bien que des accords prévoyant une augmentation de pouvoir d'achat de 2 % par rapport à l'indice INSEE conduisent en fait à une baisse de pouvoir d'achat de plus de 2 % par rapport à l'indice CGT.

Pour la CGT et la CFDT, l'indice INSEE ne mesure pas l'évolution du coût de la vie pour les travailleurs modestes. Elles ont décidé, en particulier la CGT, d'en faire une question de principe, la plupart des autres organisations syndicales étant favorables à un indice d'évolution du coût de la vie paritairement défini.

Mais, par l'intermédiaire de la direction de la SNCF, le gouvernement a déjà fait connaître sa position : il n'est pas question de se référer à un indice autre que celui de l'INSEE. Dès lors, l'épreuve de force est inévitable, chez les cheminots comme à la RATP, dans la fonction publique etc., entre les directions, la CGT et la CFDT. Par contre, quelle va être l'attitude des organisations (FO, CFTC, CGC, FEN, autonomes...) signataires des accords en 1975 ? Moyennant quelques concessions, ne vont-elles pas poursuivre leur politique de collaboration de classe ?

Toutefois, pour qu'une telle tactique réussisse, faut-il encore que la mobilisation s'intensifie. Or les cheminots en particulier restent sur les succès assez mitigés des actions du 2 et du 15 au 18 décembre. Aussi tous les militants concernés doivent-ils favoriser une lutte qui pourrait renvoyer enfin les contrats salariaux, nouvel opium, aux poubelles de l'histoire.

Georges COURRIER

ployait 1 000 travailleurs dans cinq agences. Celle de Melun a été vendue à la SPR (autre trust de la peinture), celle de Strasbourg : liquidée donc licenciements, celle d'Annecy devient une autre société : réduction d'effectifs, celle de Lyon : idem, celle de Dôle doit être liquidée. Motif : régression des commandes selon la direction. Mauvaise gestion disent les ouvriers. Ils ont toutes les raisons d'être méfiants, car (est-ce un hasard) les militants CFDT de l'agence de Dôle figuraient parmi les licenciés. Ils ont également appris que la SAGEP avait refusé d'effectuer des travaux jugés « non rentables » proposés par la municipalité de Dôle. Etrange manière de garnir les carnets de commandes. Les trente travailleurs de la SAGEP (Dôle) se battent donc pour la garantie de leur emploi face à toutes les manœuvres patronales.

Imprimeries

de nouvelles perspectives ?

◆ Ce sont maintenant quinze entreprises d'imprimerie qui sont occupées par les ouvriers auxquels se sont joints dans quelques cas les employés. Il ne se passe guère de jours sans que soient annoncés des compressions de personnel, des dépôts de bilan, des décisions de tribunaux relatives à la restructuration financière de ce secteur.

Il s'agit en fait — rien de moins — de la mise en application du trop fameux « Plan Lecat » sur l'imprimerie qui prévoit — si l'on comptabilise toutes les conséquences au sujet desquelles il reste, on le comprend, très discret — vingt mille licenciements dans les dix ans à venir. Ces quinze imprimeries se répartissent sur l'ensemble du territoire (Evreux, Caen, Rouen, Mulhouse, Lyon, Nevers, Toulouse etc.) avec, cependant, une forte concentration dans la région parisienne.

L'occupation des imprimeries de Paris du *Parisien libéré*, survenue le 3 mars 1975, a bénéficié (si l'on peut dire) d'une plus large publicité que la plupart des autres. Les multiples actions de type « commandos » menées par ses ouvriers ont contribué à cette notoriété. Il y a plus : le gouvernement et le patronat ont voulu en faire une épreuve de force avec le parti communiste dont les militants contrôlaient l'activité du syndicat CGT du Livre.

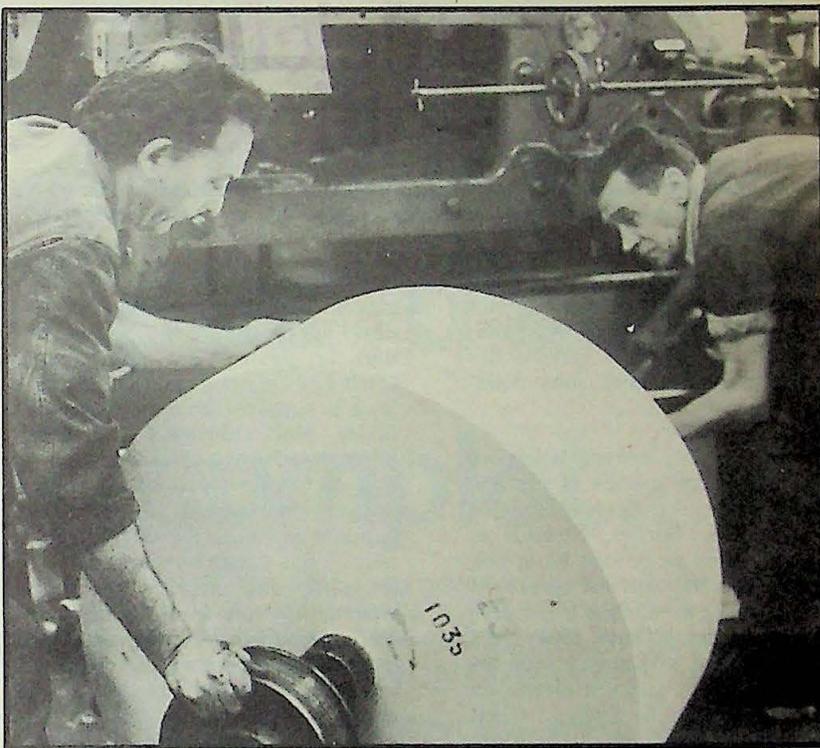
Bien que l'épreuve de force ne soit pas encore terminée, le gouvernement a gagné la première manche : le *Parisien libéré* sort des imprimeries de Saint-Ouen notamment, à deux pas des installations du IX^e arrondissement de Paris. Dans un communiqué récent, les travailleurs du *Parisien libéré* ont laissé entendre que les actions allaient reprendre. Mais déclencher des arrêts de travail qui paralysent la presse parisienne, sauf le *Parisien libéré* où maintenant c'est pratiquement Force ouvrière qui contrôle l'embauche, devient de plus en plus difficile.

Comment sortir du piège ? La stratégie de la place forte d'où sont lancés des raids épisodiques a fait son temps. L'heure est venue de

sortir la grève de l'entreprise pour une jonction dynamique, suivie et durable, avec l'ensemble des luttes, particulièrement celles des imprimeries en voie de liquidation.

A ce titre, et sans vouloir donner de leçon à qui que ce soit, les travailleurs de chez Caron-Ozanne à Caen ouvrent d'autres perspectives depuis bientôt sept mois. Ils ont sorti il y a peu de temps le numéro six du journal des luttes du secteur ou de la

Néogravure (Creté) — une rencontre du Comité de coordination des travailleurs des imprimeries en occupation, (Contrôlé par la CGT) C'est une initiative intéressante. A condition toutefois, comme le répète inlassablement la petite fédération CFDT du Livre, que ce genre de rencontres se fasse « dans le respect de la démocratie et de l'unité de tous les travailleurs » avec, comme objectif, « la coordination et l'extension des luttes dans le Livre, seule



région, *Ouest Licenciement* (1), reprenant en le détournant le titre de *Ouest-France* dont les directeurs sont impliqués dans la liquidation de leur outil de travail.

Les 3 et 4 janvier, les travailleurs de Chaix à Saint-Ouen ont largement ouvert leurs portes. Menés en bateau depuis un an, ils sont aujourd'hui licenciés. La restructuration de la Néogravure (accord avec Victor Michel, entrée de groupes financiers, prêts et subventions de l'Etat) est en cours.

Le 7 janvier, s'est tenue à Corbeil (Essonne) — où se trouve l'une des imprimeries du nouveau groupe

solution pour faire échouer le Plan Lecat ». La Fédération française des travailleurs du Livre et celle du *Labour* — toutes les deux CGT — voient se développer chez leurs mandants des pratiques et des exigences renouvelées. De l'oreille qu'elles leur prêteront dépend en définitive la puissance globale de la riposte.

Michel CAMOUIS ■

(1) Journal, tract, calendrier disponibles : A l'usine; l'UD-CGT, quai VENDEUVRE 1400 CAEN ; A L'UIS-CFDT Place GUILLOUARD 1400 CAEN. Pour toute correspondance : Hubert GRAMMARE, 25 rue du Père-Sanson 1400 CAEN - CARON-OZANNE, Tél : 86.34.97

● Assurances :

On se souvient du conflit de la Paternelle. La grève des dactylos avait pris fin le 9 décembre. Elle avait révélé l'exploitation, la déqualification, l'automatisation du travail des OS du tertiaire. Elles continuent leur bagarre dans l'entreprise en contrôlant le rendement, en baissant les cadences. Malgré la répression (licenciement de trois auxiliaires ayant participé à la grève), elles refusent le contrôle individuel journalier et son remplacement par une fiche collective. Elles rejoignent ainsi la campagne menée par la CFDT dans les assurances, contre la compression des effectifs, pour les 35 heures et l'autoréduction des cadences. Par ailleurs, à l'appel de la CGT et de la CFDT, 5 000 employés des assurances ont manifesté le 16 janvier,



● Répression : l'internationale

Une dizaine de militants de la fédération du Brabant-Wallon de la CSC belge sont en cours de procès. La justice belge leur reproche leur intervention efficace pour empêcher l'impression du *Parisien libéré* en Belgique en mai dernier. Ils risquent de grosses peines d'amendes, voire de prison. Ils sont jugés le 16 janvier à Nivelles. On peut leur écrire pour les remercier de ne pas avoir voulu jouer les briseurs de grève à : Fédération CSC-Brabant-Wallon 14000 Nivelles - Belgique.

Yves SPARFEL

La bataille pour la libération de nos camarades, pour la cessation de toutes poursuites s'élargit sans cesse. Tout d'abord localement.

■ L'activité offensive et unitaire des collectifs locaux pour la libération des emprisonnés, constitués sur les bases de l'appel national, porte ses fruits : dans de nombreuses villes, de larges appels unitaires sont diffusés qui appellent à l'action. A Compiègne, CFDT, CGT, FO, FEN, PS, PSU réclament dans un tract le droit d'expression, de réunion et d'association à l'armée et déclarent que « **la liberté ne se divise pas** » ; des militants du PCF, du PS, du PSU et du PCR ont formé un comité à Salins (Jura) qui organise le 14 janvier un meeting avec J.C. Valentini, un des inculpés de Besançon ; dans un appel commun diffusé à Massy, les unions locales CFDT et CGT, le PC,

Lettre ouverte aux officiers et sous-officiers

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'une lettre diffusée à 250 officiers et sous-officiers par nos camarades de la région Belfort-Montbéliard.

(...) Ce ne sont pas les jeunes appelés qui préparent un complot international mais bien nos gouvernants qui sont au service des firmes multinationales sous domination américaine.

Mais vous n'y croyez guère, au patriotisme des grands bourgeois. Souvenez-vous de la dernière guerre ! Les Berliet, Renault et Cie sont allés au devant de la collaboration. Ils ont été jugés et condamnés pour cela à la Libération. Souvenez vous de 1968 ! Les banquiers ont vite passé leur argent en Suisse, quitte à mettre en péril l'économie française... C'est bien connu, les capitalistes n'ont pas de patrie, mais ils utilisent le patriotisme pour mieux cacher la défense de leurs intérêts...

Nous soupçonnons le pouvoir actuel d'avoir des arrière-pensées et de vouloir vous utiliser pour défendre cette société d'injustice qui est partout remise en question. Vous avez déjà été utilisés pour défendre des causes perdues comme le colonialisme. Pendant que vous défendiez les intérêts de quelques colons privilégiés, il vous arrivait d'acheter de l'eau 1 F le litre à ces mêmes colons. On vous utilise actuellement pour briser les grèves, en particulier quand une catégorie de travailleurs particulièrement défavorisés comme les éboueurs revendique des salaires décentes et de meilleures conditions de travail. On veut vous préparer à lutter contre un prétendu ennemi intérieur, c'est-à-dire contre les jeunes, les travailleurs. C'est pour pouvoir vous utiliser un jour contre le peuple qu'on veut vous isoler de la population et vous refuser la liberté d'expression et d'association. On veut faire de vous les instruments dociles de la défense des riches.

Nous soupçonnons la classe possédante qui détient actuellement le pouvoir de vous préparer à une telle éventualité...

(...) Nous réclamons une véritable défense populaire, une armée qui soit un peu à l'image de

la Résistance pendant la dernière guerre. La conscription, c'est-à-dire l'apprentissage des armes par tout le peuple, est essentielle. C'est dire que nous sommes hostiles à la suppression du service militaire. Mais cela peut et doit se faire sans brimade, sans destruction de la personnalité des jeunes et sans restriction des libertés pendant la durée du service militaire. Vous savez bien que s'il y a un jour une menace fasciste comme il y en a eu en Europe dans les années 30, ce sont les jeunes, les étudiants, les travailleurs qui défendent la liberté les armes à la main pendant que les capitalistes chercheront surtout à sauver leurs biens et leurs privilèges.

Nous réclamons une armée qui aurait pour but la défense de la communauté du peuple de notre pays. Cela exclut toute participation à des missions dirigées contre les travailleurs : maintien de l'ordre ou remplacement des travailleurs pour briser les grèves. Une telle armée ne peut être que directement liée au peuple et contrôlée par le peuple. Les casernes n'étant plus les ghettos fermés de la Grande Muette, mais des lieux ouverts où on peut voir ce qui s'y passe. Une telle armée doit garantir à ses membres, appelés et cadres, la liberté d'expression et d'association y compris syndicale. Car nous affirmons qu'une armée qui ne respecte pas la liberté en son sein ne peut pas prétendre défendre la liberté.

C'est seulement dans le cadre d'une telle armée que pourra se faire l'unité entre le peuple et l'armée que beaucoup d'entre vous souhaitent. C'est dans ces conditions seulement que la confiance pourra s'établir entre les militaires et les travailleurs.

Le 23 décembre 1975

Des anciens résistants et déportés, des officiers et sous-officiers de réserve, membres du parti socialiste unifié de la région Belfort-Montbéliard.

le PS, le PSU, le SGEN et la JOC déclarent : « **la justice n'est pas neutre ! Les organisations soussignées affirment que les appelés restent des citoyens à part entière et conservent donc les droits d'information, d'association, d'expression garantis par la Constitution... Nous exigeons la levée de toutes les détentions provisoires, l'arrêt des poursuites, la dissolution de toutes les juridictions d'exceptions...** »

Au plan national, le PCF, soumis à la pression de l'ensemble de ces activités et devant l'évidence du vide des dossiers, a repris récemment le mot d'ordre de libération immédiate des emprisonnés. Il a adressé une proposition de réunion commune à la CGT, la CFDT, le PS, et le

La liberté ne se trie pas

Le PCF n'a pas appelé à manifester le 5 décembre, « **pour ne pas pêcher en eau trouble, pour ne pas soutenir des actions antimilitaristes ultra-minoritaires** ». Le soir même au Mans, Roland Leroy l'a répété.

Au PCF, serait-ce que l'on trie les libertés à défendre ? (1). Au Mans, pour le débat sur les libertés, Roland Leroy avait choisi trois journalistes (**Figaro, Ouest-France, Europe 1**) et un ton qui indiqueraient que le PCF cherche surtout à rassurer les bourgeois sur leurs libertés.

Et celles des militants et des organisations ouvrières, même si elles ne suivent pas le PCF ?

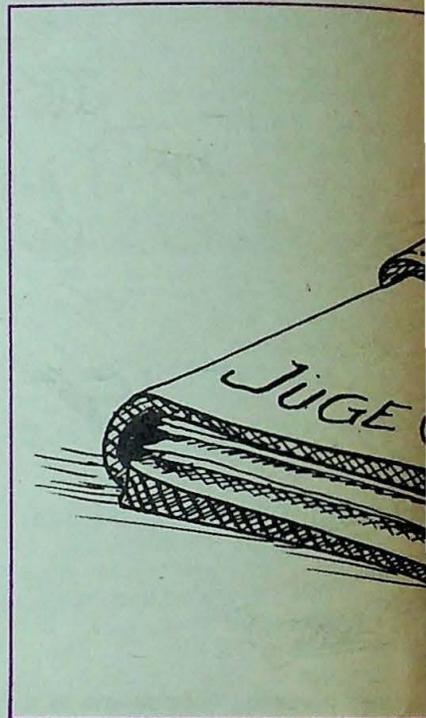
« **Demain si la gauche occupe des postes de pouvoir, il sera plus facile de battre les opinions réactionnaires en les laissant s'exprimer qu'en les faisant taire** ». La réponse de Roland Leroy est habile, libérale même. Mais si la bourgeoisie estime qu'un gouvernement la dépossède de ses privilèges, se contentera-t-elle d'exprimer des idées ?

Pourquoi, quand les soldats, la CFDT, le PSU et d'autres militants progressistes sont durement touchés par la répression, le PCF contribue-t-il à désarmer idéologiquement les travailleurs et apparaît-il souhaiter leur démobilisation ?

Ignorerait-il que les institutions de l'Etat bourgeois sont considérablement plus fortes qu'à l'époque où Marx les a si clairement analysées ?

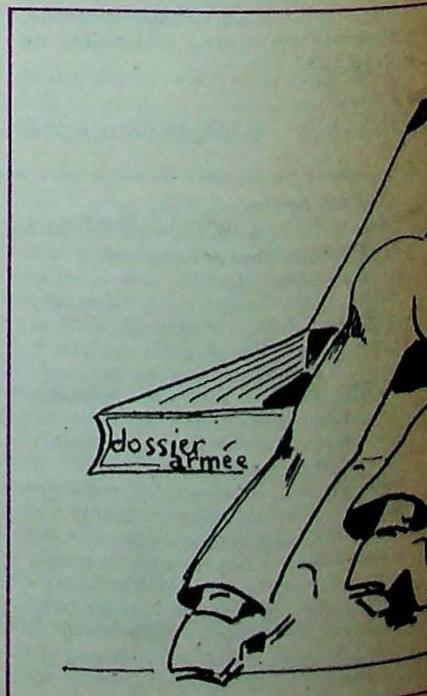
(1) Au mois d'août, dans la Sarthe pour dénoncer les attaques contre les permanences communistes au Portugal, le PCF avait affirmé le contraire, et le PSU était d'accord.

(Extrait de TS 72 organe de la fédération PSU de la Sarthe).



(...) Pour la lutte contre « l'ennemi intérieur », la classe ouvrière a tout lieu de se méfier, car elle sait bien que c'est elle qui est visée... et depuis longtemps :

— en novembre 1830, la révolte des canuts leur coûte 600 morts contre la garde nationale, tandis que le gouvernement de Casimir Périer envoie une armée de 26 000 hommes, commandée par le maréchal Soult pour mettre fin au soulèvement par une répression très dure ;

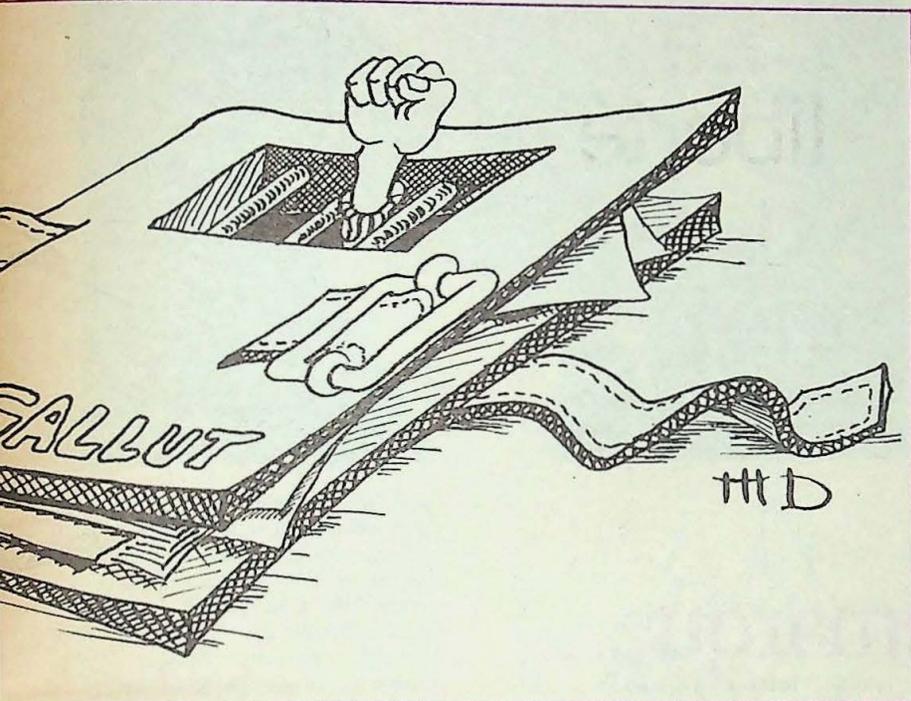


DES EMPRISONNÉS

MRG, pour qu'ensemble ils reprennent cette exigence. Si l'on ne peut que se féliciter de cette initiative, on ne peut que s'interroger sur l'absence du PSU parmi les organisations invitées, et d'autant plus la déplorer que le PSU compte plus d'une dizaine de militants parmi les 48 inculpés. Le bureau confédéral de la CFDT a fort heureusement répondu à Georges Marchais sur ce point.

En somme, de la base au sommet, de nouvelles conditions sont créées pour l'action.

Le comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés a décidé les grandes lignes de la campagne des prochaines semaines, en fonction de la situation présente.



unité et liberté

— en juin 1848, devant le chômage, la misère, la faim, les menaces contre la République, les ouvriers de Paris se révoltent. L'Assemblée nationale donne alors tous pouvoirs et 50 000 hommes au général Cavaignac, ministre de la Guerre ; les ouvriers sont écrasés par une répression sans pitié (nombreux morts, 15 000 arrestations, 3 376 déportations dans le sud algérien) ;

— en 1871, après que le gouvernement de Thiers eût traité avec les Prussiens, la Commune est écrasée (25 000 exécutions sommaires : 36 300 accusations,

13 440 condamnations, 4 807 déportations).

Alors, le tribut du sang que les nationalistes de tout poil, de l'extrême droite au centre, utilisent volontiers comme argument, surtout quand il s'agit du sang des autres, il faut manquer singulièrement de pudeur pour l'opposer à la classe ouvrière (...).

Jean Corbex, président de l'union régionale CFDT et ancien maquisard de Haute-Savoie.



Les 16, 17 et 18 janvier, sur les lieux de travail, les marchés, devant les endroits publics, les militants du comité s'adresseront à la population, collecteront des fonds et feront signer massivement la pétition nationale. L'objectif d'un million de signatures — objectif ambitieux mais réaliste (à Sarcelles par exemple en quelques jours 1 400 signatures ont été collectées) — doit, ces jours-là, pouvoir être atteint.

Le 29 janvier, un gala de solidarité à Paris permettra de rassembler les fonds nécessaires à la défense de nos camarades. Et le 15 février, aura lieu une « montée sur Paris » massive et unitaire...

Déclaration de Bertrand Jullien au juge Gallut

« Il n'est pas d'autre complot... »

Avant de répondre à vos questions, je tiens à déclarer que je conteste la compétence de la Cour de sûreté de l'Etat dans cette affaire. Je ne vous reconnais pas le droit de m'instruire ni de me juger, et je me considère en état de détention arbitraire.

On m'accuse de « participer à une entreprise de démoralisation de l'armée » alors que je me bats pour que les militaires puissent disposer du droit d'association comme cela leur est garanti de par la Constitution.

En fait ce sont mes opinions en tant que responsable national IDS, militant PSU et membre de la CFDT, qui me sont reprochées.

Qui démoralise l'armée ? Ceux qui cherchent à dresser engagés et militaires de carrière contre appelés, hommes du rang contre cadres, ou nous qui cherchons à les unir pour la défense de leurs intérêts communs et particuliers ?

Qui politise l'armée ? Ceux qui, comme le déclarait M. Galley alors ministre de la Défense, veulent faire de l'armée le « dernier rempart de la société libérale » et la mettre au service de leurs intérêts partisans, ou nous qui luttons pour que l'armée ne soit plus un corps séparé du reste de la société, coupé du peuple, tourné et utilisé contre lui ?

Qui porte atteinte à la défense nationale ? Ceux qui refusent à la jeunesse et aux travailleurs une instruction militaire conséquente et posent les jalons d'une armée de métier, d'une armée prétorienne, ou nous qui revendiquons le droit à l'apprentissage réel des armes pour tous les citoyens et citoyennes de ce pays ?

Contre les syndicats, contre les comités, contre les délégués élus, quelle est donc cette armée que l'on cherche à préserver de toute vie démocratique ; contre quel ennemi la soumet-on soumise, docile et silencieuse ?

Ce régime est ainsi fait que c'est moi qui suis aujourd'hui traduit en justice alors que les principaux responsables du « malaise de l'armée », de la crise de l'institution militaire siègent à la tête du pays.

Il n'est pas d'autre véritable complot que celui-là.

Marchais invite...

Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, a adressé la lettre ci-dessous au Parti socialiste, au Mouvement des Radicaux de gauche, à la CGT, à la CFDT et à la FEN.

Chers camarades,

Le 15 décembre nous dénonçons ensemble de manière claire et ferme la diversion grossière menée par le pouvoir à propos des problèmes de l'armée pour détourner l'attention des conséquences sociales désastreuses de sa politique et des raisons véritables du malaise, de l'institution militaire. En même temps que nous dénonçons les tentatives d'amalgamer les partis de gauche et les grandes centrales syndicales à des groupes irresponsables, nous appelions à la réplique de masse contre les nouvelles atteintes aux libertés qui marquaient l'entreprise gouvernementale.

Le 18 décembre, des centaines de milliers de travailleurs, de démocrates manifestaient dans toute la France à notre appel. Depuis la provocation gouvernementale a été largement déjouée. Un certain nombre d'emprisonnés ont été libérés.

Cependant, les inculpations devant la juridiction d'exception qu'est la Cour de Sûreté de l'Etat sont maintenues, les dispositions légales sur la détention préventive sont bafouées et des emprisonnements demeurent alors que les avocats des emprisonnés soulignent le vide des dossiers.

Notre parti propose aux organisations signataires de l'appel du 15 décembre une réunion commune pour qu'elles envisagent ensemble de nouvelles démarches auprès des pouvoirs publics en vue d'aboutir aux mises en liberté qui s'imposent et à la levée des inculpations devant la Cour de Sûreté de l'Etat.

Recevez, Chers camarades, nos salutations amicales.

Secrétaire général.

Georges MARCHAIS,



... la CFDT remarque...

Chers Camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre du 8 janvier 1976 proposant aux organisations signataires de l'appel du 15 décembre 1975 une réunion commune pour envisager ensemble de nouvelles démarches auprès des pouvoirs publics en vue d'aboutir aux mises en liberté qui s'imposent et à la levée des inculpations devant la Cour de Sûreté de l'Etat et à la suppression de celle-ci.

Nous nous réjouissons de ce que votre proposition rejoigne aujourd'hui la position constante de la CFDT qui, dès le 3 décembre, proposait à la CGT et à la FEN une action la plus large possible afin de riposter massivement à l'attaque du pouvoir contre la CFDT. Notre organisation, le 4 décembre, lors d'une réunion commune des syndicats et des partis de gauche, exprimait à nouveau le souhait d'une manifestation unitaire pour le vendredi 5 décembre. Cette proposition n'avait pas été à l'époque retenue par le Parti communiste français.

Devant ces refus, la CFDT, tout en maintenant sa volonté d'une riposte unitaire, a organisé seule à Paris et dans toute la France des manifestations et a poursuivi depuis cette date de nombreuses actions (pétitions, démarches...) pour répondre aux attaques dont elle a été l'objet et demander la libération des emprisonnés ainsi que la levée des in-

culpations et la dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat.

Cette riposte était indispensable car, au-delà de la CFDT, ce sont les libertés fondamentales qui sont menacées. Dans le même esprit, le 15 décembre 1975, nous avons accepté l'organisation d'une manifestation commune syndicats-partis pour le 18 décembre. Nous regrettons d'ailleurs qu'à cette dernière manifestation les mots d'ordre auxquels votre lettre fait référence n'aient pu s'exprimer plus clairement d'une façon unitaire.

Il est clair que la CFDT qui s'était élevée, comme d'autres organisations syndicales et politiques de gauche, contre des faits graves relatifs aux conditions de vie dans les casernes, a fait l'objet d'une attaque délibérée du gouvernement. L'action de nos organisations et des avocats de la défense a permis de démontrer que « l'entreprise de démoralisation de l'armée » était, au contraire, une tentative d'atteinte à la liberté d'opinion.

Constante dans ses positions, la CFDT est prête à accepter la rencontre proposée par le Parti communiste, pour discuter des actions nécessaires afin d'aboutir aux mises en liberté qui s'imposent, à la levée des inculpations devant la Cour de Sûreté de l'Etat mais aussi à la dénonciation des atteintes graves portées par le Pouvoir contre la CFDT. D'autre



part, l'élargissement de votre invitation au PSU, victime lui aussi de la répression et présent à la réunion du 15 décembre, nous apparaît indispensable.

Recevez, Chers Camarades, nos salutations syndicalistes.

Edmond MAIRE

... le PSU répond

Cher Camarade,

Comme vous le savez, notre parti est directement concerné par l'affaire des poursuites devant la Cour de sûreté de l'Etat, et donc par toute action pour la libération des emprisonnés et pour la levée des inculpations. Il compte en effet plusieurs des siens parmi les militants encore détenus, et quinze militants, dont un membre de la Direction politique nationale, parmi les inculpés.

Le PSU souhaite en conséquence participer à la réunion à laquelle vous avez convié les partis de gauche et les organisations syndicales, CGT, CFDT, FEN pour envisager ensemble la riposte unitaire à la politique répressive du Pouvoir.

Dans l'attente d'une réponse favorable, croyez, Cher Camarade, à nos sentiments fraternels.

Pour le Secrétariat National du PSU, Michel MOUSEL

La Chine sans Chou

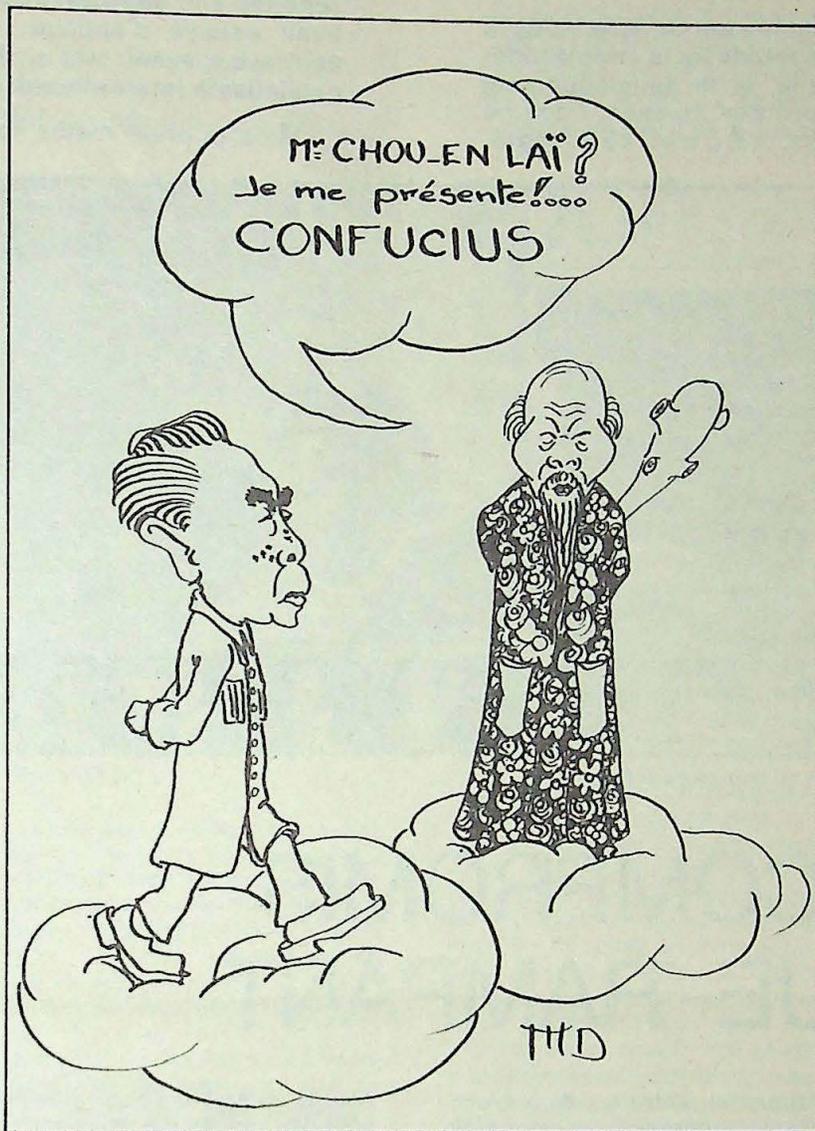
Avec la mort de Chou-en-Laï, la Chine populaire va entrer dans une nouvelle phase de son histoire.

Des trois principaux dirigeants du régime chinois depuis la victoire sur les nationalistes, seul Mao-Tsé-Toung survit aujourd'hui. Lu Shao-Shi ayant été éliminé au cours de la Révolution culturelle : or on sait que Mao, affaibli par l'âge, n'exerce plus aujourd'hui de réelles fonctions politiques, bien qu'il conserve une autorité idéologique et morale incontestée. La génération historique des dirigeants du Parti communiste chinois s'affaiblit régulièrement : il y a quelques semaines, disparaissait Kang Sheng, un des acteurs de l'insurrection de Shanghai en 1927, un des principaux responsables du groupe central de la Révolution culturelle, chef des services de sécurité depuis 1937 et membre du groupe permanent du bureau politique.

Chou-en-Laï occupait une place toute particulière parmi les communistes chinois de cette génération : il en était en quelque sorte la synthèse. Accédant à des responsabilités au sein de directions successives fidèles à la ligne définie par Moscou, et à laquelle s'opposait de plus en plus nettement Mao-tsé-Toung, il ralliait ensuite ce dernier. L'organisateur de l'insurrection de Shanghai devint l'un des dirigeants d'un parti communiste bouleversé, et reconstruit sur une base paysanne. Ainsi Chou s'affirmait avant tout comme un fidèle serviteur du « Parti », dont il a toujours adopté les orientations successives. Il devait conserver ce rôle tout au long de sa vie militante.

Ce serviteur du Parti communiste chinois s'y rendit indispensable : son intelligence, son sens tactique, ses talents d'organisateur et de diplomate en firent l'un des dirigeants les plus importants du PCC. Chargé des négociations avec les nationalistes (qui l'avaient condamné à mort en 1927 !) pendant la guerre sino-japonaise, avec les Américains en 1945, il devint tout naturellement le responsable de la politique étrangère à partir de 1949. C'est à ce titre qu'il assurera la rupture avec l'URSS et qu'il a défini une politique extérieure chinoise essentiellement fondée sur la défense de la Chine et de ses intérêts propres — avec des résultats plus ou moins favorables au développement de la lutte anti-impérialiste dans le monde...

Dirigeant indispensable, Chou-en-Laï a été un des rares chefs historiques du PCC dont la carrière n'ait été ni interrompue, ni même sérieusement menacée par les conflits s'y déroulant. Les gardes rouges qui le mirent en cause pendant la Révolution culturelle durent se contenter de l'élimination de certains de ses collaborateurs — réintégrés depuis. Après la fin de la

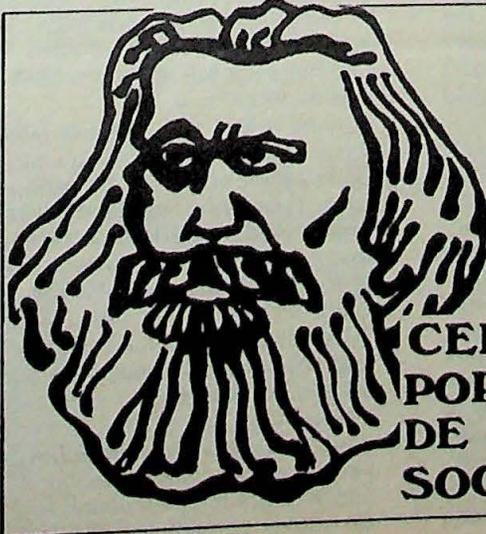


RCP, il fut l'artisan de l'élimination de Lin Piao et de Chen Po-Ta et de l'économie chinoise : il est apparu dès lors comme le principal dirigeant du régime, Mao jouant de plus en plus le rôle d'un prophète retiré des affaires.

Sa mort pose le problème du renouvellement de la direction du PCC et des cadres de l'Etat. La majorité de cette direction et de ces cadres appartient à la vieille génération et Teng Hsiao-Ping, le nouveau n° 2 du régime a 71 ans... Hormis le groupe de Shanghai (Chang Chun-Chiao, Wang Hong-Num et Yao Wen-Yvan) dont le rôle

a semblé décroître depuis deux ans, aucune équipe de rechange ne semble prête. Le problème de la relève va pourtant se poser dans les quelques années qui viennent : sera-t-il réglé par la direction actuelle, dont certains membres ont été contestés, éliminés provisoirement et donc affaiblis politiquement dans le passé, donnera-t-il naissance à de nouveaux conflits sociaux et politiques ? Autant de questions qui vont se poser dans un proche avenir, et auxquelles il est encore impossible de répondre.

Pierre CAIN



le
CENTRE
POPULAIRE
DE FORMATION
SOCIALISTE

un pays déchiré

Les derniers incidents à Beyrouth durant ce week-end confirment à quel point l'affrontement final entre l'armée, les Palestiniens et la partition sont de plus en plus à l'ordre du jour. La conjonction de plusieurs facteurs concourt à l'aggravation de la guerre civile.

Des provocations, au moment où les Palestiniens se présentent devant le Conseil de sécurité de l'ONU, ne sont pas à exclure de la part des services secrets israéliens, comme des agents des pays arabes favorables aux thèses maximalistes. Intérieurement, de chaque côté, les extrémistes peuvent à chaque instant embraser une ville où le feu ne cesse de couvrir.

La réunion des partis chrétiens libanais durant le premier week-end de janvier, malgré l'absence remarquée du patriarche maronite, n'a fait que condamner dans l'abstrait une partition qu'ils souhaitent, mais dont ils veulent faire reposer la responsabilité sur l'autre camp et sur les Palestiniens. Contre la partition et ses conséquences politiques, l'opposition islamo-progressiste, la fraction chrétienne (autour de Mgr Grégoire Haddad) et les organisations palestiniennes n'ont toujours pas su, ou pu, opposer un mouvement de masse autour d'objectifs sociaux et politiques.

Le développement de la guerre de milices, sans intervention politique des masses, ne peut qu'entraîner une partition dans des conditions qui risquent d'être inévitables pour la gauche libanaise et les organisations palestiniennes.

Jean JULLIEN ■

Prochaines séances :

- Vendredi 16 janvier : les multinationales et la stratégie du capital (P. Naville)
- Mardi 20 janvier : la guerre, la révolution d'octobre et la division du mouvement ouvrier (V. Fay)
- Vendredi 23 janvier : la crise de la justice (un membre du syndicat de la magistrature)

Les séances ont lieu le mardi au 44, rue de Rennes, le vendredi au 83, boulevard Arago à 19 h.

ITALIE : LE POUVOIR

Tourner nos regards aujourd'hui vers l'Italie est tout à fait essentiel, parce que c'est le seul pays d'Europe où peut se développer, à court terme, une issue de gauche à la crise.

Depuis longtemps, la réalité italienne est caractérisée par la contradiction entre l'aggravation rapide de la crise économique, politique et constitutionnelle, et le développement inégal mais puissant du mouvement des masses. Dans ce contexte de luttes sociales intenses, la DC a vu se désagr-

ger ses formes de pouvoir et le bloc social sur lequel elle s'appuyait.

Le gouvernement Moro avait constitué une tentative de réponse à la poussée populaire. D'abord sur la défensive, il avait essayé d'appuyer la tentative patronale d'attaque contre les syndicats, et de restructuration sous l'égide du capitalisme international.

Mais la crise risque fort de ne pas déboucher sur une



Les principaux dirigeants du PCI au balcon de leur siège à Rome

PCI : UN COMPROMIS HISTORIQUE RAMPANT

Le processus d'insertion croissante du PCI dans la société italienne, amorcé dans les années soixante, a pris aujourd'hui une ampleur nouvelle. Il s'exprimait, à l'époque, dans la théorie du « polycentrisme » avancée par Togliatti. La proposition du « compromis historique », par Berlinguer, donnait un contenu stratégique à cette théorie. Les élections du 15 juin 1975 ont été l'occasion d'une avancée décisive pour le PCI, semblant ainsi montrer l'efficacité de son orientation. Qu'en est-il de ses propositions après le XIV^e congrès et les élections ?

Lors de son congrès, le PCI apparaissait comme un parti fort, probablement promis à un succès électoral mais dépourvu d'une réelle ligne politique. Déjà, à ce moment-là, il était clair que le compromis historique ne pouvait pas en tenir lieu. Sa ligne, en effet, dans sa forme élaborée de 1973, exprimait un projet politique nouveau. Il ne s'agissait plus du vieux programme d'alliance entre communistes, socialistes et catholiques, dans une perspective de transformation graduelle de la société dans le cadre de l'Etat tel qu'il est.

Le projet partait d'une constatation juste : l'explosion d'une crise de la société italienne due au parasitisme et à l'immobilisme du régime démocrate-chrétien dans un contexte mondial caractérisé par une expansion ininterrompue et le début d'une col-

laboration entre les deux blocs. D'où la nécessité (rapports de force mondiaux), et la possibilité (l'Italie offrait les bases objectives d'une alliance entre classe ouvrière et bourgeoisie industrielle contre le parasitisme), d'un changement politique radical, reprenant la collaboration tripartite d'après la Libération. Ainsi se trouverait réalisée la possibilité de modifier les mécanismes dans lesquels la crise trouvait son origine. Cette collaboration avec les secteurs les plus dynamiques du capital devait se traduire par une alliance avec une démocratie chrétienne, certes changée dans sa direction, mais encore unie et ayant conservé ses positions de force. Parce que c'était elle qui devait d'une part permettre la neutralisation de l'électorat modéré en lui faisant accepter une politique de réformes qui l'attaquerait directement, d'autre part être la caution politique pour le grand capital.

Mais ce projet était destiné à affronter une réalité bien différente de celle pour laquelle il avait été conçu. La crise structurelle du capitalisme international rendait impossible la convergence durable avec des secteurs de la bourgeoisie. Par ailleurs la DC révélait de plus en plus son caractère d'organisation clientélaire, son articulation très étroite avec le bloc social et avec les méthodes de gestion qu'une politique de réformes devrait attaquer.

Les difficultés les plus grandes

pour le compromis historique ne sont pas venues des résistances que lui opposaient les forces modérées, mais du développement sur le terrain social d'une grande poussée à gauche. A partir du référendum sur le divorce (12 mai 1974), la crise économique et institutionnelle a commencé à saper les bases du régime. Dans ce contexte, la ligne de compromis historique a été un élément d'accélération de la crise de la DC.

Des appréciations différentes sont apparues au congrès. Pour les uns (Amendola, Pajetta), il s'agissait de transformer le compromis historique en un compromis tout court, en une entente avec la DC, sans s'attaquer aux fondements du régime. Pour les autres (Trentin, Ingrao), il fallait pousser les socialistes à liquider le centre-gauche et privilégier le mouvement de masse contre le chômage et pour une autre politique économique.

Ainsi le PCI doit compter avec l'existence en son sein d'un courant très important qui, s'il renoue avec l'ancienne tendance « ragraienne (dont était issu « il Manifesto »), s'organise surtout autour des animateurs de la FLM (cf TS n° 681).

Les divergences qui traversent tout le groupe dirigeant sont le reflet d'un côté, de la montée du mouvement, de l'existence d'une gauche à l'extérieur du PCI, de l'autre, de la croissance du PC, ces derniers temps, comme force de gouvernement.

Mais, dans la pratique, les structures de gestion du pouvoir poussent de plus en plus les militants du PCI vers les compromis sans principes.

Le PCI peut espérer ainsi continuer à recueillir, électoralement, les bénéfices du mécontentement grandissant. Mais ceci ne pourrait se faire qu'au travers de la détérioration des rapports de force réels dans le pays que la crise, le chômage, la **Cassa integrazione** compromettent de plus en plus.

Ainsi le PC souhaiterait maintenir les résultats du 15 juin dans les limites de quelques grandes transformations politiques. Il attend, qu'au travers de la crise, quelque chose change dans la DC et qu'on puisse trouver, exclusivement en termes politiques, une issue à la crise économique, en restant dans un système capitaliste plus « équilibré » et « contrôlable ». Il s'agit d'une véritable politique de désarmement des travailleurs qui sont actuellement engagés dans la lutte contre le chômage et pour le renouvellement des contrats.

L'affirmation d'une orientation alternative, les désaccords qu'elle implique au sein du PCI sont essentiels pour l'avenir des luttes ouvrières et populaires en Italie. Encore que si le compromis ne peut être passé de manière historique, il semble bien s'établir au jour le jour sous forme « rampante », selon la formule de certains camarades du PDUP.

avancée du mouvement ouvrier. Parce que le PCI a repoussé toutes les tentatives de constitution d'une issue de gauche, parce que le PSI, acculé par la politique du PCI (voir TS de la semaine dernière) a finalement ouvert la crise sans avoir préparé les bases d'une alternative cohérente.

Cependant, les forces de gauche et le mouvement ouvrier sont en situation d'affronter victorieusement les échéances électorales. Mais la façon dont ils les aborderont sera déci-

PSI l'heure des choix

Le PSI est engagé, depuis 1963, dans une expérience de « centre-gauche » avec la DC, bien qu'il ne participe plus aux affaires depuis la chute du gouvernement Rumor — de Martino (1974). A l'issue des élections, le PSI a déclaré que le choix des électeurs devait être respecté : le PCI ne pouvait plus être tenu à l'écart du pouvoir. En ce moment, on assiste à un apparent paradoxe. Les socialistes qui font partie de la majorité gouvernementale dénoncent le maintien du « bicolore Moro-La Malfa » comme une anomalie politico-institutionnelle alors que les communistes, qui en principe sont dans l'opposition, les accusent d'irresponsabilité politique du seul fait qu'ils doutent de la capacité du gouvernement Moro à mener à bien le « tournant » qu'ils réclament depuis le lendemain du 12 mai (référendum sur le divorce).

Le PCI affirme que des modifications en profondeur se produisent actuellement au sein de la DC. Le PCI refuse donc des élections anticipées : son objectif est le maintien du « bicolore ». Ce sont, en fait, les socialistes qui font les frais de cette politique puisqu'elle empêche toute extension de leur zone d'influence. D'où leur insistance à réclamer un tournant. Et parce qu'ils ne veulent, en aucune façon, être associés à l'immobilisme gouvernemental, ils sont prêts à aller à des élections anticipées.

Mais les courants « historiques » du PSI sont divisés sur la tactique à suivre. La proposition faite par Mancini de provoquer la chute du gouvernement a progressivement fait son chemin. La majorité (de Martino) qui était favorable au statu quo jusqu'au congrès a finalement choisi la crise. Mais il y a plus que des nuances entre les Manciniens et les de Martiniens sur l'issue de cette crise. Le PSI est ballotté entre l'alternative à la DC et l'axe préférentiel (un PSI comme représentant de toute la gauche au gouvernement avec la DC). Ces choix stratégiques qui sont en discussion au sein du PSI manifestent une fois encore les éternelles hésitations du PSI.

niens et les de Martiniens sur l'issue de cette crise. Le PSI est ballotté entre l'alternative à la DC et l'axe préférentiel (un PSI comme représentant de toute la gauche au gouvernement avec la DC). Ces choix stratégiques qui sont en discussion au sein du PSI manifestent une fois encore les éternelles hésitations du PSI.

Coincé entre le PCI et la DC, le PSI n'a jamais pu se doter d'une politique autre que celle des atterrissements, des compromis et du jeu de bascule. La crise de la DC libère une vaste aire de forces démocratiques et non révolutionnaires, catholiques et laïques, pour lesquelles le PSI pourrait être un pôle d'agrégation (forces modérées sur le plan économique et social mais radicalisées sur le plan des droits civils).

Le 15 juin a prouvé que le PSI perdait son poids s'il se posait en médiateur entre DC et PCI. Alors que la seule solution pour lui serait de se transformer en sujet actif de la rupture de la DC, et de se présenter comme axe de reconstruction d'une force socialiste s'alimentant des acquis des luttes des dernières années. Alors qu'il serait de la responsabilité du PSI de poser la crise sur des bases claires, avec la perspective d'un programme permettant un regroupement politique nouveau.

Il y a tout lieu de penser que le PSI n'a pas provoqué la crise dans une perspective de clarification stratégique, mais parce qu'il espère que des élections confirmeront les progrès enregistrés aux élections régionales de juin. En gagnant du poids électoral, il conserverait sa position charnière, ne changerait rien à sa politique, mais aurait des possibilités de manœuvre renforcées au sein d'un nouveau centre-gauche. ■



sive. Si le PCI continue à vouloir se présenter, de fait, comme une force qui ne soit ni dans l'opposition ni au gouvernement (compromis historique rampant), si le PSI spéculé sur les bénéfices d'une politique d'« axe préférentiel », si les masses et les syndicats n'engagent pas toutes leurs forces pour imposer une issue qui prenne en compte le contenu des luttes ouvrières, (la proposition de grève générale avancée par la FLM sera dans ce sens), alors tout cela n'aura été que la énième chute d'un gouvernement démocrate chrétien.

PDUP une crise difficile

Le PDUP traverse aujourd'hui une crise difficile. Après un vote unanime de la direction sur les thèses préparatoires au congrès qui aura lieu à la fin du mois, celui-ci a dû affronter des démissions au sein du secrétariat, à la direction du journal *Il Manifesto*, des crises de direction dans les fédérations. Cette crise met en évidence la difficulté où se trouve le PDUP de se définir dans ses rapports avec les autres forces politiques.

Le problème se cristallise dans les discussions du congrès autour de l'objectif de gouvernement de gauche cherchant à échapper à la fois à la fascination du PCI (dont le journal a été par moment le reflet) et à l'autonomie à tout crin : le PDUP éprouve des difficultés à avancer dans la concrétisation de ce mot d'ordre. Parce que le PCI en est très éloigné de ce mot d'ordre qui implique une véritable restructuration de la gauche et nécessite de briser l'hégémonie réformiste.

Les thèses du PDUP ont essayé d'articuler une solution en trois termes :

- un gouvernement de gauche comme instrument pour imposer des solutions intermédiaires et préparer la prise de pouvoir,
- un mouvement, unifié sur un programme, se développant en relation avec ce gouvernement et

gérant lui-même certains choix de politique économique et sociale à travers des structures nouvelles, — une restructuration de la gauche, d'où émergerait une nouvelle direction dans un processus d'unité conflictuelle.

Cette perspective s'appuie globalement sur l'analyse de la faillite du compromis historique. Il est cependant clair que les conditions du gouvernement de gauche n'existent pas ; aussi ne peut-il s'agir que d'un objectif de lutte, pas d'une issue inévitable, dont la construction dépendra étroitement de la nature des instruments qui auront été forgés dans le processus y conduisant.

C'est pourquoi de nombreux militants insistent davantage sur la mise en œuvre de ce processus (point qui était peu évoqué dans les thèses), qui déterminera la nature de ce gouvernement (instrument de répression ou étape ?). Parce qu'ils estiment de plus en plus que les espoirs formulés dans les thèses de voir le PC réorienter sa stratégie risquent d'être déçus.

Resurgit donc une proposition proche de ce qu'avait pu être la « nouvelle opposition », avec, éventuellement une accélération du processus de rapprochement avec Avanguardia Operaia qui viserait à l'unification de toutes les forces qui résistent au pacte social et au « compromis historique rampant », passé entre PCI, patronat et gouvernement. Sur le fond, le débat porte donc sur l'appréciation de la crise, la force du mouvement, l'espace politique de l'adversaire. La voie est étroite entre se réfugier dans l'isolement et être la conscience critique du PCI.

Cette discussion, avec toutes ses difficultés, nous concerne au premier chef. Parce qu'au-delà des différences de situations, ce qui fait la proximité entre le PDUP et le PSU, c'est la volonté de définir une ligne politique qui permette à une organisation révolutionnaire minoritaire d'éviter à la fois le minoritarisme et la soumission stratégique au réformisme, de poser les problèmes du pouvoir ; parce que c'est donc toute la dialectique de l'unité populaire en construction dont débat le PDUP. ■

La seconde guerre de libération

Plus que jamais l'Afrique — du moins celle des gouvernements — sort divisée du dernier sommet de l'OUA (1) qui s'est tenu le week-end dernier à Addis-Abeba. Deux camps, deux blocs d'égale importance, se sont affrontés sur « l'affaire angolaise », sans même parvenir à s'entendre sur la traditionnelle déclaration, aussi vague qu'unitaire, qui conclut d'ordinaire ce genre d'assises... La « palabre » africaine perd de sa vertu. Il est vrai que le seul point de l'ordre du jour, autour duquel se sont réunis quinze chefs d'Etat et 46 délégations, ne se prêtait à aucun compromis.

 D'un côté, les 23 pays qui ont reconnu la République populaire, proclamée à Luanda depuis novembre par le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) ; Samora Michel, président du Mozambique, s'en est fait le porte-parole clair et intransigeant.

De l'autre, 23 pays qui, au nom du réalisme, du dialogue avec l'Afrique du Sud, de la défense du « monde libre », préconisent encore un gouvernement angolais de coalition regroupant les trois mouvements en conflit ouvert sur le terrain. Dans ce camp, le Zaïre, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, l'Ouganda, la Zambie mènent la danse. Ce sera d'ailleurs le président zambien, Kenneth Kaunda, qui aura le mot de la fin en déclarant que le rôle décisif est laissé aujourd'hui « à la lutte armée et à l'intervention des grandes puissances »...

Lutte armée ? En Angola, il semble que la grande offensive lancée depuis une semaine par les forces du MPLA soit jour après jour couronnée de succès. Les villes de Carmona et de Negage, jusqu'ici fiefs du FNLA (Front national de libération de l'Angola) de Roberto Holden, à 250 kms au nord-est de la capitale, sont tombées. La contre-attaque de la coalition FNLA-UNITA (le mouvement de Jonas Savimbi) tente de s'organiser, avec l'aide effective de mercenaires blancs et de Zaïrois au nord, de troupes sud-africaines au sud : par là-même, ces formations se discréditent défini-



tivement auprès de l'opinion africaine.

Le MPLA, dans cette seconde guerre de libération, tire le meilleur profit de sa longue expérience de

guerrilla, d'un encadrement cubain de haute qualité technique et morale, d'un matériel soviétique important. Le travail de mobilisation des populations n'a pas cessé ; parallèlement à son lourd effort de guerre, le Conseil

de la révolution, autour d'Agostinho Neto, veut inscrire dans les faits les lois fondamentales dernièrement décrétées sur la santé, l'éducation, l'économie, à partir d'options ouvertement socialistes : elles doivent préparer d'ores et déjà la mise en place d'un réel pouvoir populaire.

Reste le jeu des grandes puissances et des moins grandes... Le sol angolais recèle des richesses fabuleuses que recensa naguère un satellite américain : or, cuivre, diamants, nickel, pétrole. Le territoire développe 1 500 kms de côtes au long de l'Atlantique — un océan « stratégique » s'il en est. Enfin, l'instauration sur cet Eldorado d'un régime progressiste ne peut qu'inquiéter les tenants du monde dit « libre » et leurs comparses africains — Mobutu en tête.

En particulier, l'Afrique du Sud se résoudra difficilement à ce que le Swapo qui combat pour la libération de la Namibie (sud-ouest africain) puisse installer en toute sécurité ses bases derrière les frontières angolaises.

Que vont faire les Etats-Unis, et dans leur sillage, les sous-impérialismes occidentaux, dont la France ? Quelle va-t-elle être l'attitude effective de l'URSS qui, aujourd'hui, prône le désengagement ?

Le 18 décembre, le Sénat américain a décidé de bloquer les fonds pour l'Angola. Cependant la machine de guerre mise en place au Zaïre est maintenant largement autonome. De plus, la CIA peut disposer d'une somme qui peut aller jusqu'à 750 millions de dollars sur le budget du Pentagone. Ford a qualifié la décision du sénat de « tragédie ». Kissinger envoie des émissaires dans les capitales africaines pour sonder les gouvernants.

Enfin, Roberto Holden, « leader » du FNLA, agent américain patenté, propriétaire heureux de pharmacies à succursales multiples, grand détourné de fonds devant l'éternel, vient de se déclarer « réconforté par les prises de positions courageuses et responsables du président Gerald Ford ».

René LANARCHE ■

(1) OUA : Organisation de l'unité africaine.

La grève du métro de Madrid

Le premier round

 Les travailleurs du métro de Madrid ont observé une grève totale entre le 5 et le 10 janvier. Pour la première fois depuis que le métro madrilène existe. La dernière tentative de grève remontait à l'été 1970 : elle avait avorté devant la menace de réquisition brandie par le gouvernement franquiste.

Les grévistes, réunis quotidiennement en assemblée générale, d'abord dans un atelier de l'entreprise (d'où ils ont été expulsés le 5 au soir), puis dans une église madrilène, ont reconduit la grève jour par jour (le 8 janvier par 2 995 voix contre 5).

Les revendications portaient sur l'augmentation de 20 % des salaires (avec effet rétroactif au mois d'août), la réduction de la durée hebdomadaire du travail de 44 à 40

heures l'augmentation du nombre des jours de congés.

Les « syndicats » officiels, qui dès le début du conflit ont appelé à la reprise du travail, ont été ignorés totalement par les travailleurs du métro. La reprise du travail a eu lieu samedi matin après que la direction se soit engagée à verser une prime uniforme de 15 000 pesetas. Les négociations doivent continuer sur l'ensemble des revendications et, si elles n'ont pas abouti dans le délai de 10 jours, les travailleurs du métro reprendront la grève.

C'est donc une affaire à suivre, d'autant qu'il ne s'agit pas d'un mouvement isolé. Les postiers qui faisaient grève à leur tour ont été réquisitionnés. Les luttes de la classe ouvrière pourraient peser sur l'évolution de la situation politique.

Alain NOEL ■

Portugal

Le sort des emprisonnés

Le comité Russel pour le Portugal a tenu une conférence de presse, mardi 13 janvier, pour livrer les résultats d'une commission d'enquête sur les emprisonnés politiques. Commission à laquelle participaient Tom Litterick (député au Parlement britannique, membre du parti travailliste), Jean-Pierre Faye (écrivain), Bernard Lambert (cultivateur), François Leclerc (journaliste).

Si la commission put rencontrer sans difficulté de nombreuses personnalités gouvernementales et des militants politiques de toutes tendances, il lui fut impossible d'entrer en contact avec des emprisonnés et même d'obtenir une liste exacte et détaillée. Elle fut seulement autorisée à visiter les prisons militaires de Lisbonne et de Porto, où les conditions de détention se révélèrent scandaleuses (plutôt pires pour les militants de gauche récemment arrêtés que pour les tortionnaires de l'ancien régime...).

Il y aurait actuellement plus de 1 300 prisonniers politiques, dont 180 environ auraient été arrêtés à la suite des événements du 25 novembre (surtout des officiers, des sous-officiers, une minorité de soldats et quelques civils) ; pour les autres, il s'agirait surtout d'anciens membres de la PIDE et du gouvernement Caetano dont l'arrestation remonterait donc aux premiers jours de la révolution. Mais il semble que tous soient mis « dans le même sac », que tous soient passibles de la justice militaire. Les chefs d'accusation n'étant pas mieux précisés pour les uns que pour les autres.

Significatives ont été les réactions de la presse à la visite du comité, souvent xénophobes — et pas toujours à l'extrême droite — de quoi ces étrangers se mêlent-ils ? Ce sont eux les véritables responsables de l'agitation (!) — mais, souvent aussi, attentives et chaleureuses. L'essentiel, c'est que le mur du silence soit brisé... avant les murs des prisons.

C. CARLIER ■

L'armenoche

La fermeture d'un monde

Un renforcement sur le quai d'une petite gare perdue dans la campagne et son décor sinistre, affiches déchirées, graffitis. Le panneau-réclame d'une marque de champagne détone ironiquement.

Une jeune femme, descendue du dernier train, tente de lier conversation avec des hommes de rencontre. Elle se nomme Marie (1). Elle est la descendante d'Arméniens qui ont été massacrés, il y a bien longtemps, à Trebizonde. Elle n'a plus de terre nulle part, et, plus ou moins consciemment, elle en cherche une dans la description que des hommes quelconques, des hommes moyens, un peu plus racistes ou un peu moins, font comme malgré eux des lieux où ils vivent. Mais bien que le second homme l'invite à venir chez lui, il n'y a de place nulle part pour elle dans ces maisons-cimetières, où les tulipes poussent entre des dalles et où l'on se déteste silencieusement devant le même lavabo.

Or Marie, à cause de ce qu'elle est (une sans-terre, une sans foyer), à cause de la façon dont elle l'est (silhouette hésitante, mais sourire tenace), Marie est un révélateur. A Trebizonde, tout un peuple est mort. Un autre peuple — le nôtre — est frappé de fossilisation devant nous, par le regard naïf de Marie. Sa mort dans une vie qui semble continuer, c'est sa grand-peur des autres. Ne sont encore vivants que les transplantés, ceux qui ne possédant rien ne craignent personne, Ahmed avec qui Marie a partagé son fromage et le sucre de son thé sous le regard courroucé du garçon de café, et le nègre du banc, dont le chien du premier homme (le raciste) léchait le visage et qui riait, riait...

Reine Bartève, fille elle-même de réfugiés, d'apatrides, fait de Marie, dont elle tient le rôle avec une étonnante force d'interrogation, de mise en problème sous la douceur, le témoin de cette fermeture d'un monde. La France dont elle a tant attendu — « c'est une grande chance de parler la langue » — n'est plus qu'un conglomérat de particularismes étroits. Elle s'y promène, le cœur ouvert comme dans une immense, une toujours renaissante allée des sépulcres.

Dominique NORES ■

(1) *L'Arménoche*, de Reine Bartève, par la Compagnie du Théâtre sur la Place — au théâtre Daniel-Sorano (petite salle) Rue Charles-Pathé à Vincennes — jusqu'au 15 février.

« Poètes de combat de tous les pays unissez-vous », telle pourrait être la devise de la petite maison d'éditions P.J. Oswald. Au sommaire de son catalogue (350 titres), poètes occitans et bretons voisinent avec leurs camarades arabes, africains, américains, scandinaves et des pays socialistes. Depuis 1968, P.J. Oswald est aussi devenue la maison d'éditions française qui publie chaque année le plus d'œuvres théâtrales dont la plupart des jeunes auteurs français (André Benedetto, JP Bisson, Xavier Pommeret, J. Kraemer, le théâtre populaire de Lorraine, Lo Teatre de la Carriera).

L'entreprise est viable, la situation comptable saine, mais le chiffre d'affaires insuffisant pour les banques qui refusent de prêter et les sociétés de diffusion qui refusent de diffuser. Or, en cette période de crise économique, P.J. Oswald doit pour survivre investir afin de vendre plus et plus vite, seul moyen de trouver un jour prochain un diffuseur.

SOS poésie

D'où, un double appel. A tous ceux qui peuvent prêter de l'argent à la place des banques qui s'y refusent (100 000 francs ont déjà été réunis, il en faudrait le double). A tous les lycéens, aux foyers de jeunes travailleurs, aux MJC, aux librairies qui peuvent faire connaître la maison d'édition, son catalogue, ses livres, en organisant des expositions (des affiches-poèmes peuvent être recommandées).

Enfin, seul ou à plusieurs, on peut profiter d'une offre exceptionnelle dont à la suite de la campagne de presse organisée par l'ensemble de la presse de gauche et de l'extrême gauche (*Nouvel Observateur*, *Charlie-Hebdo* et *l'Humanité* mis à part), près de 700 personnes ont déjà bénéficié : 15 livres à choisir dans le catalogue, quel qu'en soit le prix, (prix moyen en librairie 13,50 F), plus une affiche-poème, le tout pour 100 F. TS fera prochainement paraître un extrait du catalogue que l'on peut se procurer à la librairie Syros, rue Borromée en écrivant ou en passant aux éditions P.J. Oswald, 7, rue de l'École Polytechnique, 75005 - PARIS, Tél. 033.90.07.

L'accueil y est chaleureux et les éditeurs ne demandent qu'à connaître leur public. Un public très jeune : en majorité des moins de 25 ans. La survie des Editions P.J. Oswald doit devenir l'affaire de ses lecteurs.

Inferno - versions l'enfer de l'histoire



Un roman qui n'a plus rien à voir, ni avec le roman traditionnel, ni avec le roman de mode. La fiction soulève ici des enjeux, eux, bien réels et particulièrement enchevêtrés : une révolution, menée de front par les organisations de masse occidentales et les « parias » du monde contemporain : travailleurs immigrés, révolutionnaires juifs et palestiniens. *L'Inferno*, de Jean-Pierre Faye (1), enfer des guerres, des contre-révolutions, des camps (de concentration ou de réfugiés), de la misère aux multiples visages, mais aussi enfer des affrontements de récits.

Hava, la plus forte et la plus fragile figure du livre, est question faite femme. Elle est la vivante remise-en-question. De sa propre version d'origine (version juive traditionnelle — en provenance des camps de la mort, des égouts de Varsovie, de Berlin, de Paris etc. — et israélienne). De ce qui, dans la version opposée (celle des « parias » : Palestiniens dépossédés), voudrait nier et l'existence de son peuple, de son histoire, et son existence à elle comme contestation interne au cœur des siens, contestation, justement, de ce sur quoi s'est bâtie (a cru se bâtir ?) l'identité nationale de son peuple. Version critique que tous les révolutionnaires — tels El et le Narrateur du roman — devront prendre en compte au même titre que celle des camps palestiniens.

Inferno, livre qui est mémoire — mémoire de l'histoire — et surtout questionnement inlassable de cette mémoire — en fonction de l'invention du présent et de l'avenir, non pas encensement et pieuse préservation (à plusieurs reprises les personnages centraux rappellent : ce que nous faisons, nous le faisons « pour les vivants, non pour les morts »).

Pour rejeter un peuple, une minorité, une ethnie aux égouts de l'histoire (après des égouts bien réels) la violence répressive s'exerce sur la mémoire elle-même : l'oubli, le silence dans lequel elle enferme ce peuple, cette minorité ou ethnie après l'avoir dépossédé, persécuté, anéanti (tenté de l'anéantir) physiquement et culturellement — Juifs, Palestiniens ou Indiens tout aussi bien.

Dans l'égout, la réalité de l'oppression n'a qu'une voix, au travers de milliers de voix anonymes. Les différen-

ces sont noyées — dans la boue, la puanteur, l'obscurité. Rien de plus monotone — dans l'horreur — que le récit de la répression, que l'égout. Pour le pouvoir, danger du renversement : que les égouts remontent à la surface et s'emparent de la ville, qu'ils s'abolissent en tant que tels en prenant le pouvoir.

L'écriture de Faye ne raconte pas seulement la violence (de l'histoire du désir), elle en est traversée de part en part, elle la manifeste dans une langue à la fois haletante, heurtée, pleine de trous et ruisselante, charnue, en verve — consciente d'elle-même jusque dans la démesure.

Face au pouvoir qui monopolise la parole et règle la syntaxe, l'ironie subversive qui mêle et disperse les voix, les langues, les mots, le sens et le non-sens. Saisir au vol, souvent à vif, les jeux du hasard et du désir par derrière ou par-delà les mots effectivement prononcés, les actions, individuelles ou collectives, dont l'histoire ne retiendra que la « surface » logique, cohérente, spectaculaire, est un jeu dangereux auquel Faye s'est brûlé la langue — dans la poésie.

C. Carlier ■

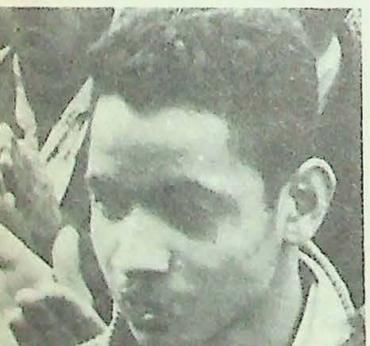
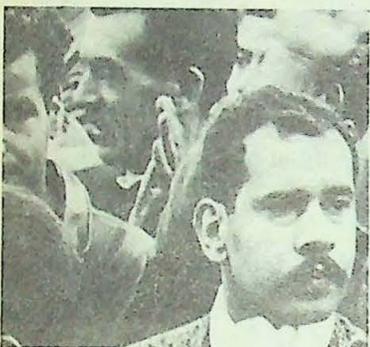
(1) *Inferno-versions* de Jean-Pierre Faye aux éditions Seghers-Laffont. A compléter par *l'Ovale*, éditions Laffont, collection L'écart.

TEP théâtre national
direction Guy Retore

coquin de coq
de SEAN O'CASEY
mise en scène GUY RETORE
jusqu'au 30 novembre

fragments pour guevara
de PIERRE BOURGADE
m.en.s. MICHAEL LONSDALE
du 7 nov. au 21 déc. 75

17 rue Malte-Brun - Paris 20e
M^o Gambetta - tél. 636.79.09



une interview d'Ali Ghalem

L'Autre France

L'Autre France (1) est la prise de conscience d'un travailleur émigré maghrébin, Rachid. Après avoir vécu quelques années la dure condition faite aux émigrés, Rachid prend conscience de sa situation et se révolte.

Ce film pose également une série de problèmes qui font la vie quotidienne du travailleur émigré : les conditions de logement, l'insécurité dans le travail, la solitude et l'absence de loisirs, la misère sexuelle, la solidarité des travailleurs émigrés entre eux-mêmes et avec la classe ouvrière française, la vie familiale de l'émigration, la question syndicale et le refus des travailleurs à adhérer aux syndicats du patronat, le travail à la chaîne dans les usines, la violence policière, la grève, la collusion police-patronat, les expulsions, etc.

L'Autre France est un film réalisé sous une forme romancée qui utilise la fiction et la technique du documentaire. Il peut être vu comme un film, c'est-à-dire comme un spectacle, un spectacle qui aborde les problèmes concernant tout le monde.

L'Autre France a été présenté pour la première fois le 1er novembre 1974 à la cinémathèque algérienne, dans le cadre des festivités du vingtième anniversaire de la révolution algérienne. A ce jour, le film n'a toujours pas connu une diffusion commerciale... parce que le distributeur a trouvé le film « non rentable commercialement ». On comprend, devant de tels arguments, pourquoi le cinéma français est en crise. La production et la distribution éliminent souvent les films de qualité, surtout lorsque ces films traitent les problèmes de la réalité sociale d'aujourd'hui, particulièrement ceux des travailleurs émigrés et des travailleurs français. ■

TS publie, à ce sujet, une interview d'Ali Ghalem, le réalisateur d'Autre France.

TS : *Quel a été le mode de financement du film ?*

AG : Ce n'est pas sans peine que j'ai pu obtenir l'argent nécessaire au tournage du film. Après avoir frappé à plusieurs portes, j'ai obtenu l'aide d'un petit producteur français, mais pas pour la totalité du financement. Pour le reste, j'ai dû me débrouiller seul et grâce aux techniciens et aux comédiens qui ont accepté de travailler en participation, le film a pu être réalisé.

TS : *As-tu suivi un scénario défini, ou y a-t-il eu une large place faite à l'inspiration du moment ?*

AG : J'ai effectué une enquête, écrit un scénario et rédigé un plan de tournage. Cela dit, pour des raisons techniques — on a eu, par exemple, la possibilité de tourner dans des usines en marche, de filmer le temps que l'on voulait, ce qui est extrêmement rare —, je n'ai pu respecter ce qui était initialement prévu car, sur place, je me suis rendu compte de la richesse de certaines situations, que j'ai, dès lors, intégrées et qui, bien sûr, ont bouleversé l'ordre établi. Par ailleurs, c'est au niveau du dialogue que l'improvisation a le plus joué. Je donnais des indications générales et je laissais ensuite les comédiens et les non-professionnels, en direct, s'exprimer et parler librement. En dehors de cela, le film est construit parce qu'il y a une intrigue, une mise en scène et un montage.

TS : *Comment L'Autre France pose-t-il les problèmes de l'émigration et les lie-t-il à la lutte des classes en France ?*

AG : Le film pose le problème de la condition ouvrière en général, à savoir les immigrés et les travailleurs français. J'ai insisté sur les problèmes des immigrés parce qu'ils sont les principales victimes

du patronat. J'ai essayé de ne pas les poser sous l'angle sentimental, mais en révélant plutôt le rapport de force.

TS : *Par rapport à ton dernier film Mektoub, L'Autre France se présente comme plus politique puisqu'il s'agit de l'itinéraire de la prise de conscience d'un travailleur maghrébin dont le point culminant sera la participation à une grève. Penses-tu cependant avoir évité les pièges du néo-réalisme, qui se borne au constat d'une situation, et la tentation du misérabilisme ?*

AG : J'ai voulu construire le film sur l'évolution de la situation des travailleurs immigrés en France à partir de ce que j'ai pu y voir depuis 2 ans. Le néo-réalisme italien, je lui rends un grand hommage parce qu'il a su traiter des situations sociales à la fois d'un point de vue national et d'un point de vue universel. Ma propre conscience politique s'est faite en rapport avec les choses de la vie et, en cela, j'ai été aidé par certains films néo-réalistes italiens qui poussent à la conscientisation. Il ne faut pas oublier que j'ai travaillé comme ouvrier, étant d'origine paysanne. Pour L'Autre France, j'ai fait quelques projections d'essai devant des ouvriers et des intellectuels. Mon film a été bien reçu par eux parce que, sans donner de leçon, sans agresser, il fait prendre conscience. D'ailleurs le montage final, je l'ai décidé après une projection faite devant plusieurs amis qui m'ont fait partager leurs avis et j'en ai tenu compte. La conclusion, importante d'ailleurs, et la satisfaction personnelle que je retire de mon film, c'est qu'il peut être vu comme un spectacle politique qui provoque le débat.

Propos recueillis par
ALAIN TLEMCEN ■

(1) Pour obtenir la documentation ou le film lui-même, écrire à Ali Ghalem c / Clauzier 84, rue Pixericourt 75020 PARIS.

